



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 27 JUIN 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 27TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"Canadian Watch Strap Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1942, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., avocat, Max Garmaise, notaire public, et Dame Hattie Herman, fille majeure et usant de ses droits, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de courroies, bracelets, chaînes, rubans pour montres, sacs en cuir, porte-monnaie, ceintures, sacs de voyage, malles, valises, et toutes sortes d'accessoires en cuir;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bimbeloterie et d'articles de fantaisie de toutes sortes, y compris, ornements, bijouterie, boucles, broches et spécialités de quincaillerie;

Exercer les métiers d'orfèvres pour l'argenterie, fabricants de montres et d'horloges, de même que le commerce de marchands de tous matériaux, pièces, outils, machinerie, outillage, et installation connexes auxdites occupations, sous le nom de "Canadian Watch Strap Company", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"Canadian Watch Strap Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1942, incorporating: Joseph Shapiro, K.C., Advocate, Max Garmaise, Notary Public, and Dame Hattie Herman, fille majeure et usant de ses droits, Secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of watch straps, watch bracelets, watch chains, watch ribbons, leather wallets, pocket books, belts, bags, trunks, valises, and all kinds of leather accessories.

To manufacture, buy, sell and deal in novelties and fancy articles of all kinds, including ornaments, jewellery, buckles, brooches and hardware specialties.

To carry on the business of silversmiths, watch-makers, clock-makers, as well as dealers in all materials, parts, tools, machinery supplies, and equipment of and incidental to the said occupations, under the name of "Canadian Watch Strap Company", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.), divided into four hundred and ninety (490) common shares

(490) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1401

"Champlain Express Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juin 1942, constituant en corporation: Paul H. Lévesque, avocat, Clémentine Legault, fille majeure, secrétaire, et Florence Décary, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce de transport par omnibus, taxi, camion, chars à banes, autobus, camions automobiles ou autres moyens de transport, privés ou publics, agir comme loueurs de chevaux, commerçants de chevaux et fermier, herbagers et marchands de foin, d'avoine, blé d'inde, paille et fourrage de toutes sortes; exercer tous ou aucun des commerces suivants: voituriers en général, par terre ou par eau et par air, agents de chemin de fer et d'expédition, agents d'emmagasinage et d'entreposage, de transport et de messagerie, et tout autre commerce semblable et exercer le commerce qui consiste à exploiter des omnibus à moteur de toutes sortes et des camions, bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, transbordeurs de trains, dragues, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toutes descriptions à tels endroits que la compagnie jugera convenables;

Acheter et vendre en gros et en détail, échanger ou autrement faire le commerce de véhicules, automobiles, moteurs à gazoline, à vapeur et à l'électricité, camions automobiles, auto taxis, autobus, camions, voitures ou autres véhicules mûs par un pouvoir quelconque;

Exercer le commerce de remorquage dans toutes ses spécialités et exercer un commerce général de démolition et de récupération;

Exercer le commerce d'emmagasinage et d'entreposage frigorifique, sous le nom de "Champlain Express Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce deux juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1402

"Dominion Engineering Works Shop Welfare Association"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: James Garland, surintendant général, Douglas Cross, surintendant général adjoint, Otto Thomsen, John Brodie et Percy Middleton, surintendants, Frank Seville, Arthur Roberts et David Harris, contremaîtres, Charles Weatherhead, contremaître adjoint, et Mary Isabelle Argue, garde-malade, fille majeure, tous de la cité de Lachine, province de Québec, dans les buts suivants:

of the par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1401-o

"Champlain Express Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1942, incorporating: Paul H. Lévesque, Advocate, Clémentine Legault, spinster, Secretary, and Florence Décary, spinster, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of omnibus, cab, dray, taxi-cab, motor bus, auto dray, motor truck or other private or public conveyances, livery and feed stable keepers, horse dealers and farmers, graziers and dealers in hay, oats, corn, straw and fodder of all kinds; to carry on all or any of the following businesses, general carriers, upon land or water and in the air, railway and forwarding agents, storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business and to carry on the business of running motor omnibusses of all kinds and motor trucks, steamships, vessels, tugs, car-ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description at such places as the company may see fit;

To buy and sell by wholesale and retail, exchange or otherwise deal in vehicles, motor cars, gasoline, steam and electric engines, motor trucks, taxicabs, motor busses, motor drays, carriages or other vehicles propelled by any power whatsoever;

To carry on the business of towing in all its branches and to carry on a general wrecking and salvaging business;

To carry on the business of warehousing and cold storage, under the name of "Champlain Express Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1402-o

"Dominion Engineering Works Shop Welfare Association"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: James Garland, General Superintendent, Douglas Cross, Assistant General Superintendent, Otto Thomsen, John Brodie and Percy Middleton, Superintendents, Frank Seville, Arthur Roberts and David Harris, Foremen, Charles Weatherhead, Ass't Foreman, and Mary Isabelle Argue, Nurse, Spinster, all of the City of Lachine, Province of Quebec, for the following purposes:

Exploiter et gérer des cantines au bénéfice des employés de "Dominion Engineering Works Limited", engagés sous l'autorité du surintendant général, des ex-employés et des personnes qui en dépendent, leur procurer du soulagement et de l'aide et favoriser leur bien-être, sous le nom de "Dominion Engineering Works Shop Welfare Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera situé en la cité de Lachine, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux mai 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1403

"Fabrics Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier juin 1942, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, des cité et district de Montréal, Abraham J. Rosenstein et Leon D. Crestohl, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, tous trois avocats, dans les buts suivants:

Exercer en général les commerces d'importateurs et exportateurs et acheter, vendre, et généralement exercer le commerce, soit en gros et en détail, de différentes sortes de lainages, cotonnades, toile, soieries et autres étoffes et tissus, sous le nom de "Fabrics Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social des affaires de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, dans le comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le premier juin 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1404

"Fineberg Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1942, instituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, avocats, tous deux des cité et district de Montréal, et Joseph Malen, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands et négociants, en gros ou en détail, de bimbelerie, et produits faits en bois, tissu, cellophane, métal ou papier, et aussi de conformateurs, sacs pour vêtements, buanderie, chaussures, accessoires de salon de beauté, articles de ménage ainsi que d'autres produits qui peuvent être fabriqués par un manufacturier de bimbelerie, sous le nom de "Fineberg Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur-général, le cinq juin 1942.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

1405

To operate and manage shop canteens for the benefit of, and to provide relief and assistance for, and to promote the welfare of employees of Dominion Engineering Works Limited, engaged under the authority of the General Superintendent, and former such employees and their respective dependents, under the name of "Dominion Engineering Works Shop Welfare Association".

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may hold is limited to \$50,000.

The head office of the Corporation will be situate in the City of Lachine, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1403-o

"Fabrics Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1942, incorporating: Samuel Greenblatt, of the city and district of Montreal, Abraham J. Rosenstein and Leon D. Crestohl, both of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To carry on generally the business of importers and exporters and to buy, sell, and generally deal, both wholesale and retail, in all forms of woollens, cottons, linens, silks and other textiles and fabrics, under the name of "Fabrics Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company will be in the city and district of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1404-o

"Fineberg Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1942, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, advocates, both of the city and district of Montreal, and Joseph Malen, advocate, of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, merchants, and dealers, whether by wholesale, retail or manufacturing of novelties, and products whether made out of wood, fabric, cellophane, metal or paper, as well as hangers, clothes-bags, laundry-bags, shoebags, beauty parlour supplies, household goods as well as other products such as may be made by a manufacturer of novelties, under the name of "Fineberg Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

1405-o

"G. & M. Tubing Co Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juin 1942, constituant en corporation: Albéric Guilbert et Ainise Martineau, tous deux manufacturiers, et Ambroise Comeau, marchand, tous trois demeurant en la cité de Granby, dans le district de Bedford, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce, en gros et en détail, de tubes de papier, papiers et papeterie; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter ou vendre des produits faits de papier de toutes sortes;

Acquérir le commerce actuellement en voie de formation par MM. Albéric Guilbert & Angus Martineau, comprenant les machineries, fixtures, marques de commerce et outils, ce commerce consistant en la fabrication de tubes de papier, sous le nom de "G. & M. Tubing Co Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.-00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires ou communes de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1406-o

"G. & M. Tubing Co Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1942, incorporating: Albéric Guilbert and Ainise Martineau, both manufacturers, and Ambroise Comeau, merchant, all three residing in the city of Granby, district of Bedford, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise deal in, wholesale and retail, paper tubes, papers and stationery; to carry on the business which consists in manufacturing, buying or selling products made from paper of all kinds;

To acquire the business actually carried on by Messrs. Albéric Guilbert & Angus Martineau, comprising the machinery, fixtures, trade-marks and tools, the said business consisting in the manufacturing of paper tubes, under the name of "G. & M. Tubing Co Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) ordinary or common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Granby, in the County of Shefford, district of Bedford, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1406

"H. C. Parker Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1942, constituant en corporation: Richard John George, chimiste, et Sonya Gertin, fille majeure, comptable, tous deux des cité et district de Montréal, et Joseph-Louis Gignac, vendeur, des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre comme marchands de gros et-ou détaillants ou autrement négociier ou faire le commerce de cirages à chaussures, crèmes à chaussures, vernis à chaussures, accessoires de chaussures, garnitures de chaussures, crépins et accessoires pour tanner des peaux; exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, négociants, manufacturiers, agents et marchands et commerçants des articles, effets et produits susmentionnés, sous le nom de "H. C. Parker Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1407

"H. C. Parker Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of May, 1942, incorporating: Richard John George, Chemist, and Sonya Gertin, Spinster, Book-keeper, both of the City and District of Montreal, and Joseph Louis Gignac, Salesman, of the City and District of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell as wholesalers and-or retailers or otherwise deal in or with shoe polishes, shoe creams, shoe finishes, shoe accessories, shoe fittings, shoe findings and hide tannery accessories; to carry on the business of importers, exporters, producers, traders, manufacturers, agents and dealers in and with the aforementioned goods, wares and products, under the name of "H. C. Parker Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1407-o

"J. Oscar Létourneau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

"J. Oscar Létourneau Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juin 1942, constituant en corporation: J.-Oscar Létourneau, industriel, Mary Labrecque, épouse contractuellement séparée de biens du dit J.-Oscar Létourneau, par ce dernier dûment autorisée, et Rolland Pelletier, commis-boucher, tous trois de La Sarre, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros d'épicerie, de grains, de rations alimentaires, d'engrais chimiques, de denrées alimentaires, de farines de toutes sortes, de quincailleries, de ferronneries, de marchandises sèches, de remèdes patentés, tabacs, fabriquer, raffiner, acheter et vendre tels produits et sous-produits connexes aux articles susdits, et aussi faire le commerce d'importation et d'exportation desdits produits.

Acheter, vendre, importer, exporter, préparer, manufacturer des épiceries, denrées alimentaires, rations alimentaires, farines, moulées remèdes brevetés et autres effets et marchandises se rapportant à tel commerce;

Faire le commerce de bois de toutes sortes, sous le nom de "J. Oscar Létourneau Inc.", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à l'Annonciation, dans le comté de Labelle, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"L'Association des Marchands de Viandes en Gros du district de Montréal Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Beaulac, Roland Thibault, Raoul Mongeau, Alfred Morin et Edgar Mailhot, bouchers en gros, des cité et district de Montréal, Jules Dupré, avocat, et J.-Gaston Chatel, boucher en gros, ces deux derniers de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir la bienveillance, l'amitié, l'harmonie et la coopération entre les marchands de viande en gros du district de Montréal, et prendre des mesures et les mettre en vigueur pour la protection de leur intérêt commun;

Encourager et promouvoir l'exécution convenable et effective des opérations du commerce de viande en gros de toutes sortes, dans le district de Montréal et ailleurs, et étudier la législation les affectant et, s'il est jugé convenable, agir avec les autorités pour la mise en vigueur des lois se rapportant au commerce de viande en gros, sous le nom de "L'Association des Marchands de Viandes en Gros du District de Montréal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en les cité et district de Montréal.

Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1942, incorporating: J. Oscar Létourneau, manufacturer, Mary Labrecque, wife separate as to property by marriage contract of the said J. Oscar Létourneau, by the latter duly authorized, and Rolland Pelletier, butcher-clerk, all three of La Sarre, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a wholesale grocery business, and deal in grain, fodder, chemical fertilizers, foodstuffs, flour of all kinds, tinware, ironware, drygoods, patent medicines, tobacco, to manufacture, refine, buy and sell the said products and by-products connected with the aforesaid articles, and also to carry on the importing and exporting of the said products;

To buy, sell, import, export, prepare, manufacture groceries, foodstuffs, balanced rations, flour, meal, patent medicines and other wares and merchandise connected with such business;

To deal in lumber of all kinds, under the name of "J. Oscar Létourneau Inc.", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.), divided into one hundred and ninety (190) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at l'Annonciation, in the county of Labelle, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"L'Association des Marchands de Viandes en Gros du district de Montréal Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of May, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Charles Beaulac, Roland Thibault, Raoul Mongeau, Alfred Morin, and Edgar Mailhot, wholesale butchers, of the city and district of Montreal, Jules Dupré, advocate, and J. Gaston Chatel, wholesale butcher, the two latter of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote kindly feelings, friendship, harmony and cooperation between the wholesale meat dealers of the District of Montreal, and to take and enforce the required measures for the protection of their common interests;

To encourage and promote the suitable and effective carrying on of wholesale meat business of every kind, in the District of Montreal and elsewhere, and study the legislation affecting the same, and, if deemed expedient, to act together with the authorities for the putting into force of the laws connected with the wholesale meat business, under the name of "L'Association des Marchands de Viandes en Gros du District de Montréal Inc."

The amount to which shall be limited the value of the immovable property which the corporation may possess is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the corporation will be in the city and district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 1409-o

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Leo Samuels Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du 28 mai 1942, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, Cyril E. Schwisberg, avocats, et Ethel Schwisberg, fille majeure, secrétaire, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, importer et exporter, et généralement exercer le commerce et le négoce, comme vendeurs en gros et trafiquants, de vêtements et sous-vêtements de toutes sortes et descriptions pour dames, y compris robes, robes de nuit, robes du soir, robes de maison, vêtements de sport, manteaux de bain, blouses, costumes, pyjamas d'intérieur, faits de tissus, soieries, soie rayon, cotonnades, lainages, toile, crêpe, jersey, étoffes tissées ou tous autres tissus, sous le nom de "Leo Samuels Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 28 mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 1410

"Maison Lafayette Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22 mai 1942, constituant en corporation: John J. Wasserman et Abraham M. Klein, tous deux avocats, et Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer toutes et aucune des opérations qui consistent à vendre et manufacturer des habits et vêtements pour dames et hommes, et exercer le commerce de marchands de marchandises sèches, et comme manufacturiers, acheter et vendre, négocier et exercer le commerce de toutes sortes d'habits et de vêtements pour dames et hommes, et agir comme tailleurs, couturiers, drapiers, bonnetiers, modistes, chapeliers, costumiers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, de coton et de dentelle, et négociants et commerçants de toutes marchandises en cuir, avec le droit de les manufacturer, détailler, importer, et exporter, sous le nom de "Maison Lafayette Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 22 mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général. 1411-o

"Leo Samuels Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of May, 1942, incorporating: Samuel E. Schwisberg, Cyril E. Schwisberg, Advocates, and Ethel Schwisberg, spinster of the full age of majority, Secretary, all of the City of Outremont, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy and sell, import and export, and generally deal in and with, as wholesalers and jobbers, all manners and types of ladies' wear and apparel, including dresses, gowns, dressing-gowns, housecoats, sport clothing, bathing wraps, blouses, suits, lounging pyjamas, whether made of textiles, silks, rayons, cottons, woollens, linen, crepe, jersey, knitted materials or any other material, under the name of "Leo Samuels Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The chief place of business of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Maison Lafayette Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1942, incorporating: John J. Wasserman and Abraham M. Klein, both Advocates, and Freda Pomerance, spinster, of the full age of majority, Stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of dealers and manufacturers of ladies' and men's clothing and wearing apparel, and the business of dry-goods merchants, and as manufacturers, to buy and sell, trade and deal in all kinds of ladies' and men's clothing or wearing apparel, and as tailors, dressmakers, drapers, hosiers, milliners, hatters, costumers, furriers, gloves, silk, cotton and lace merchants, and dealers of an in any leather goods, with the right to manufacture, retail, import and export the same, under the name of "Maison Lafayette Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"M. Milloy & Sons Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5 juin 1942, constituant en corporation: Frank B. Chauvin, C.R., avocat, Cordelia Leclerc, sténographe, (fille majeure), tous deux des cité et district de Montréal, et Jean Martineau, C.R., avocat, de Ste-Geneviève de Pierrefonds, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer et exercer le commerce et le négoce, acheter et vendre, en gros ou en détail, toutes sortes d'accessoires employés par les tailleurs et les manufacturiers de vêtements, y compris de la cire employée par les tailleurs, craie ou crayons de cire et blanc d'abeilles préparé pour fil;

Manufacturer, et exercer le commerce et le négoce, acheter et vendre, en gros et en détail, crayons pour jeu de quilles et toutes sortes de crayons à marquer, sous le nom de "M. Milloy & Sons Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 5 juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1412

"M. Milloy & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1942, incorporating: Frank B. Chauvin, K.C., Advocate, Cordelia Leclerc, Stenographer, (Spinster), both of the City and District of Montreal, and Jean Martineau, K. C., Advocate, of Ste-Geneviève de Pierrefonds, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in, trade in, buy and sell, at wholesale or retail, all kinds of accessories used by tailors and clothing manufacturers, including tailors' wax, wax chalk or wax crayon and prepared bee's-wax for thread;

To manufacture and deal in, trade in, buy and sell, at wholesale or retail, bowling alley crayons, and all kinds of marking crayons, under the name of "M. Milloy & Sons Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.) divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1412-o

"Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Sam Zuckerman, Iodres Shizgal et Hers Roter, abatteurs suivant le rite hébraïque, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

La fondation d'une association des abatteurs de volailles suivant le rite hébraïque pour l'observance par ses membres des lois de la religion hébraïque relatives à l'abat de volailles, le tout sujet aux lois du Dominion du Canada, de la province de Québec, et de toute autre autorité civile ayant juridiction sur l'association ou ses membres, sous le nom de "Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinq juin 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1413

"Northern Cartage Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de mai 1942, constituant en corporation: Jean Tellier, C.R., avocat, Louis Chicoine, inspecteur de cadets, et Honoré Ro-

"Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Sam Zuckerman, Iodres Shizgal and Hers Roter, Ritual Slaughterers, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish an Association of Hebrew Ritual Slaughterers of Fowl and Poultry to practise through its members the laws of the Hebrew Religion affecting the slaughter of Fowl and Poultry, the whole subject to the laws of the Dominion of Canada, the Province of Quebec, and such other civic authorities under whose jurisdiction the Association or the members thereof may find themselves, under the name of "Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.00.

The chief place of business of the corporation to be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1413-o

"Northern Cartage Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1942, incorporating: Jean Tellier, K.C., advocate, Louis Chicoine, inspector of cadets, and Honoré Rocheleau, garage keeper, all three

cheleau, garagiste, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire toutes les opérations nécessaires et accessoires du commerce de transport de marchandises et de personnes ainsi que le service de messagerie et de camionnage, par voies de terre, eau et air, ainsi que de manufacturer, exploiter et produire dans le but d'exercer les commerces ci-haut mentionnés, après observance des formalités voulues par les lois fédérales et provinciales et les règlements municipaux;

Agir comme agents de transport ou de voyage, tant pour toute compagnie de navigation que de chemin de fer et compagnies de messageries;

Exercer, exploiter, faire le commerce d'entreprises de démolition, de compagnies de touage, de sauvetage et de récupération d'épaves;

Faire toutes les opérations nécessaires et accessoires pour exploitation de bancs de sable et de gravier, sous le nom de "Northern Cartage Ltd.", avec un capital total de mille dollars (\$1,000.00), divisé en vingt (20) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1414-o

(People of Hozero Congregation)
"Anshei Hozero Congregation"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Max Gurman et Isaac Abramovitch, tous deux marchands, et Sam Bernbaum, charpentier, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Pratiquer et exercer à la fois, parmi ses membres, le ministère de la religion juive orthodoxe;

Faciliter l'étude de l'histoire des Hébreux, du Talmud et de la littérature hébraïque, sous le nom de "People of Hozero Congregation"—"Anshei Hozero Congregation".

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux mai 1942.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1415

"Planet Shoe Limited"
"La Chaussure Planet, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du troisième jour de juin 1942, constituant en corporation: Henri Gérin-Lajoie, avocat et conseil du Roi, Charles-Joseph Gélinas, avocat, tous deux domiciliés dans la cité d'Outremont, district de Montréal, et Cecil Herbert Macnaughten, avocat, domicilié dans la cité et le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations required for and incidental to the transportation business, both of merchandise and persons, and also an express and trucking service, by land, water and air, and also to manufacture, operate and produce, for the purpose of carrying on the aforesaid businesses, after having complied with the formalities required by the federal and provincial laws and the municipal by-laws;

To act as transportation or travel agents, both for navigation and railway companies and for express companies;

To carry on, operate and engage in demolishing undertakings, and in the business of towing, wrecking and salvage companies;

To carry on any business required for and incidental to the exploitation of sand banks and of gravel, under the name of "Northern Cartage Ltd.", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.), divided into twenty (20) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1414

(People of Hozero Congregation)
"Anshei Hozero Congregation"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of May, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Max Gurman and Isaac Abramovitch, both Merchants, and Sam Bernbaum, Carpenter, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To practice and exercise together the Jewish Orthodox Religion amongst its members;

To provide for the study of Hebrew History, Talmud and Literature, under the name of (People of Hozero Congregation)—"Anshei Hozero Congregation".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is Twenty-Five Thousand Dollars.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1942.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

1415-o

"Planet Shoe Limited"
"La Chaussure Planet, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1942, incorporating: Henri Gérin-Lajoie, advocate and King's Counsel, Charles Joseph Gélinas, advocate, both residing in the city of Outremont, district of Montreal, and Cecil Herbert Macnaughten, advocate, residing in the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre, négocier, importer, exporter et généralement faire le commerce de gros et de détail de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchoucs) et généralement de tous les produits du cuir, du caoutchouc et de toutes autres matières premières pouvant servir dans la fabrication des produits ci-dessus mentionnés et de tous leurs dérivés et sous-produits;

Exercer le commerce de manufacturier, importateur, exportateur, grossiste, détaillant, négociant et commerçant de cuir, caoutchouc et autres matières brutes, naturels ou synthétiques et de tous dérivés, sous le nom de "Planet Shoe Limited"—"La Chaussure Planet, Limitée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en mille (1000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juin 1942.

L. DÉSILETS,

1416-o

Assistant-procureur général.

"Power Glove Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 11 juin 1942, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, avocats, tous deux des cité et district de Montréal, et Joseph Malen, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acquérir, acheter, vendre ou autrement négocier et exercer le commerce de manufacturiers, marchands, exportateurs et importateurs de gants, de mitaines pour dames, vêtements de toutes descriptions pour hommes et enfants, chamois, cuir, tissus, pantoufles et souliers, et commerces autrement similaires ou y connexes, sous le nom de "Power Glove Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 11 juin 1942.

L. DÉSILETS,

1417

Assistant-procureur général.

"Radio Programme Producers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux juin 1942, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, Gérard Trudel et Paul Galt Michaud, avocats, Jacqueline Bastien et Cécile Dufresne, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes leurs spécialités, les affaires de publicistes et d'annonceurs; et à ces fins, faire le commerce d'imprimeurs, libraires, relieurs et éditeurs; construire, ériger, acheter, louer, vendre ou autrement disposer d'édifices, lopins de terre, murs, placards, endroits et sites de tout genre, appropriés à toute fins d'affiche, de publicité

To manufacture, produce, prepare, buy, sell, deal in, import, export and generally deal, wholesale and retail, in all kinds of shoes, slippers, gloves, mitts, rubbers, and in general all leather and rubber products, and all other raw materials which may be used in the manufacturing of the above mentioned products and all their derivatives and by-products;

To carry on the business of manufacturer, importer, exporter, wholesaler, retailer of and trader and dealer in leather, rubber and other raw materials, natural or synthetic, and all derivatives, under the name of "Planet Shoe Limited"—"La Chaussure Planet, Limitée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.), divided into one thousand (1000) shares of five dollars (\$5.) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

1416

Deputy Attorney General.

"Power Glove Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1942, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, Advocates, both of the City and District of Montreal, and Joseph Malen, Advocate, of the City of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, buy, sell and otherwise deal in and to carry on business as manufacturers, merchants, exporters and importers of gloves, mitts, ladies', men's and children's garments of every description, chamois, leather, fabrics, slippers and shoes, and of lines otherwise similar or kindred thereto, under the name of "Power Glove Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1942.

L. DÉSILETS,

1417-o

Deputy Attorney General.

"Radio Programme Producers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of June, 1942, incorporating: Gerald MacPherson Almond, Gérard Trudel and Paul Galt Michaud, Advocates, Jacqueline Bastien and Cécile Dufresne, Stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general publishing and advertising business in all branches thereof; and for such purposes, to carry on business as printers, stationers, binders and editors; to build, erect, purchase, lease, sell or otherwise dispose of buildings, lots of land, walls, placards, places and sites of any kind, suitable for the posting up,

et d'exposition d'annonces, et, généralement, exercer les affaires d'agents de publicité et adopter tous les moyens propres auxdites fins;

Eriger, construire, posséder, louer, arrenter et exploiter des théâtres, salles de vaudevilles et autres genres d'amusements, salles pour exercices athlétiques, piscines, appartements, ateliers, magasins, et, généralement, faire tout genre de commerce ayant pour objet le divertissement ou l'amusement du public;

Préparer, organiser et donner pour le public toutes sortes de représentations théâtrales, telles que: comédies, tragédies, pantomimes, concerts, opéras et opérettes, sous le nom de "Radio Programme Producers Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le deux juin 1942.

1418 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Val d'Or Bridge Club Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de mai 1942, constituant en corporation sans capital-actions: Anase Séguin, de Bourlamaque, gérant, Dennis Sullivan, prospecteur, et Albert Ferris, gérant, tous deux de Val d'Or, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir les relations sociales entre ses membres, sous le nom de "Val d'Or Bridge Club Inc."

Les pouvoirs qui pourront être accordés n'autorisent pas la corporation à demander et à exploiter des permis et des licences ordinairement octroyés par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de mai 1942.

1419-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Rentals Building Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois mai 1942, à la compagnie "Rentals Building Corporation", ratifiant un règlement amendant les pouvoirs

publishing and exhibiting of advertisements, and, generally, to carry on business as publicity agents and adopt any means which may seem conducive to the said purposes;

To erect, construct, own, lease, hire and operate theatres, vaudeville and other forms of amusement houses, athletic halls, swimming pools, apartments, shops, stores, and generally to carry on any manner of business having for its object the entertainment or amusement of the public;

To prepare, organize and give for the public all kinds of theatrical performances, such as: comedies, tragedies, pantomimes, concerts, operas and operettes, under the name of "Radio Programme Producers Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1942.

1418-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Val d'Or Bridge Club Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-eighth day of May, 1942, to incorporate as a corporation without share capital: Anase Séguin, of Bourlamaque, manager, Dennis Sullivan, prospector, and Albert Ferris, manager, both of Val d'Or, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To promote social intercourse among its members, under the name of "Val d'Or Bridge Club Inc."

The powers which may be granted do not authorize the corporation to apply for and operate any permits and licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which shall be limited the value of the immovable property which the corporation may possess is ten thousand dollars (\$10,000.).

The head office of the corporation will be at Val d'Or, District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1942.

1419 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Supplementary Letters Patent

"Rentals Building Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of May, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Rentals Building Corporation", ratifying a by-law amending the powers contained in the

insérés dans les lettres patentes originales accordées à la corporation le 14 février 1929, en stipulant que la corporation n'aura pas le droit d'émettre du capital-actions sans droit de vote ou du capital-actions d'aucune classe autre que des actions sans valeur nominale ou au pair de la classe présentement autorisée, et aussi en stipulant que la corporation fera parvenir, chaque année, à tous les porteurs enregistrés de ses actions et valeurs, sans demande préalable ou sans frais, et aussitôt qu'il sera raisonnablement possible après que la préparation en aura été faite, des copies du bilan, un état des revenus et dépenses et le rapport des auditeurs, tel qu'énoncé à l'article 95 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois mai 1942.

1420 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

original Letters Patent granted to the Corporation on the 14th day of February, 1929, by providing that the Corporation shall be prohibited from issuing non-voting Capital Stock or Capital Stock of any class other than Stock without nominal or par value of the class presently authorized, and by also providing that the Corporation shall each year forward to all registered holders of its shares and securities without demand or cost, and as soon as reasonably possible after the preparation or making thereof, copies of the Balance Sheet, Statement of Income and Expenditure, and Report of the Auditors referred to in Section 95 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1942.

1420-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES

VENTE DES IMMEUBLES POUR TAXES

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel de Ville de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, MARDI, le QUATORZIÈME jour du mois de JUILLET 1942, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 10 juin 1942, a autorisé la Ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes.

Sales for Municipal Taxes

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

SALE OF IMMOVEABLES FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of JULY, 1942, at THIRTY MINUTES PAST TEN in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting of June the 10th, 1942 authorized the Town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, pursuant to the provisions of article 550 of the Cities and Town's Act.

Nom—Name	Cadastre	Subdivision
Brousseau, Emery, Succ.-Est. Napoléon Séguin, Thérèse Ranger, épouse de—wife of Zotique Steben, Joseph René Ranger, Edmond Ranger, Dame J. G. Adélaïde Filion, Ls Elzéar Beauregard.	93.....	17, 18
Beauchamp, Siméon.....	184.....	109, 110, 111
Bédard, J. A.....	235.....	324 et bâtisses—with buildings.
Beaudry, J.-Antoine.....	211.....	463 à-to 466 incl.
Berthelette, Emery.....	228.....	311
Chevrette, Téléphore.....	180.....	209
Conran, Thomas.....	176.....	103, 104
Cassidy, Jane, veuve de-widow of Charles T. Leahy.....	177.....	205, 207
Charbonneau, Z., veuve de-widow of Léon Savaria.....	211.....	538
Deknys, Joseph.....	182.....	313, 314
Desrosiers, Succession-Estate Dame Veuve-Wid. Emile.....	28.....	8 et-and 9
Dupras, Michel Arthur.....	206.....	430, 431
David, Germaine, épouse de-wife of Charles-Auguste Rhô, David, Georgette, épouse de-wife of Armand Chartrand, David, Fernande, Pauline, Madeleine, Lucette, Marcelle et-and Léo.....	181- ½ sud-est de—South-East of 192 avec—with ½ Sud-Est-South-East 182-146.	
Fraid, Consuelo M.....	181.....	191 avec—with 182-145
Forbes, John et—and Mattie Smith, son épouse-his wife.....	175.....	60, 61, 62
Gauvin, J.-Achille.....	184.....	332, 333
Goudron, Arthur et—and Léo.....	109.....	302
	93.....	304, 305

Nom-Name	Cadastre	Subdivision
Gélinas, Paul	40.....	340 avec-with 41-32
Gingras, Edmond	40.....	339 avec-with 41-31
Granger, Adonias	211.....	997
Kochen, Berger Daniel	211.....	858
L'Heureux, Aimé	176.....	84, 85
Lafontaine, Dame Prosper	100.....	352
Leroy, René	206.....	217, 218, 219
Major, J.-Adélaide	206.....	202
Morris, Succession-Estate James	182.....	217
Miller, Marie, épouse de-wife of Napoléon Dorval	177.....	798, 818
Ménard, Elise, veuve de-widow of H. Lussier	176.....	337
Noël, Alphonse	177.....	493
Plansenis, Victor	216.....	76
Pinard, Pierre & Grenier Ltée	121.....	847
Paquin, Virginie, épouse de-wife of E. Davignon	121.....	232, 231
Patry, Albert	208.....	546
Roy, Urbain	228.....	381 à-to 384 incl., 309, 310
Raymond, Léon	208.....	393
Stacy, Hélène Emilie	209.....	148, 149
Seney, Alphonse	208.....	64, 66, 147, 152
Servant, Arthur	182.....	293, 294
Ucci, Armando	206.....	354, 355
Larivière, Robert	206.....	119
	182.....	241, 242

Un immeuble ayant front sur la rue Notre-Dame, en la ville de la Pointe-aux-Trembles composé comme suit, savoir:

1^o Du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-cinq au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles (191-3); à distraire la partie vendue par Emery Larivière à la Ville Laval de Montréal, suivant acte de vente passé devant J.-A.-Henri Dequoy, notaire, le 4 mars 1918, enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le numéro 375273. Mesurant (ladite partie distraite), 53 pieds de largeur par 50 pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest et 50 pieds et 60 centièmes de profondeur dans sa ligne nord-est, plus ou moins mesure anglaise.

2^o D'une lisière de terrain faisant partie du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-cinq aux dits plan et livre de renvoi officiels; mesurant 53 pieds de largeur par 36 pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, bornée comme suit: en front, au sud-est par le lot numéro 191-3 aux dits plan et livre de renvoi officiels, dans sa ligne nord-ouest, par le résidu dudit lot numéro 4 de ladite subdivision, dans sa ligne nord-est par le lot numéro 5 de ladite subdivision et dans sa ligne sud-ouest par la 24^e Avenue.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce seizième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-deux.

[Sceau]

Le secrétaire-trésorier,

1362-25-2-o

J.-C.-V. ROY.

An emplacement fronting on Notre-Dame Street in the town of Pointe-aux-Trembles, composed as follows:

1st. Of the lot number three of the official subdivision No. one hundred and ninety one on the plan and in the book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles (191-3); to be detached the part sold by Emery Larivière to the Ville Laval de Montréal, by deed passed before J. A. Henri Dequoy, Notary, on March 4th, 1918, and registered at the Registry Office of Hochelaga and Jacques-Cartier, under the number 375273. Measuring (the said part detached) 53 feet in width by 50 feet in depth in its south-west line and 50 feet and 60 hundredths in depth in its north-east line, more or less English measure;

2nd. Of a piece of land being part of lot number four of the official subdivision of lot number one hundred and ninety-one on the said plan and book of reference; measuring 53 feet in width by 36 feet in depth, more or less English measure; bounded as follows: in front, in its south-east line by the lot number 191-3 on the said plan, in its north-west line by the residue of the said lot number 4 of the said subdivision, in its north-east line by the lot number 5 of the said subdivision and in its south-west line by the 24th Avenue.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this sixteenth day of June, Nineteen hundred and forty-two.

[Seal]

J. C. V. ROY,

1362-25-2-o

Secretary-Treasurer.

PAROISSE DE ST-CAMILLE-DE-LELLIS

Comté de Bellechasse

PARISH OF ST-CAMILLE-DE-LELLIS

County of Bellechasse

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 16 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, Ch. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales dans la corporation municipale de la paroisse de St-Camille-de-Lellis, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de St-Camille, MARDI le QUATORZE JUILLET 1942, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 16th June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Ch. 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of municipal taxes due the Municipal Corporation of the Parish of St-Camille-de-Lellis, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Hall of St-Camille, TUESDAY the FOURTEENTH of JULY, 1942, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

- 1° Edouard Bélanger, N° 8, Rang IV.
- 2° Amédée Vachon, N° 2, Rang VI (Riv. Noire).
- 3° Amédée Vachon, N° 1, Rang VII.
- 4° Amédée Vachon, N° 2, Rang VII.
- 5° Émile Bolduc, N° 9, Rang VI.
- 6° Léonidas Nadeau, N° 4, Rang VI.
- 7° Joseph Lessard, N° 44, Rang IV sous billet de location.

8° Georges Parent, N° 35, Rang IV sous billet de location.

9° Armand Bédard, un immeuble détenu sous bail emphytéotique avec maison et dépendances, y construites, situé au village de St-Camille, faisant partie du lot N° dix-huit (Pt. 18) du cadastre officiel pour le rang six, borné au N.-E. par une ruelle projetée, et des trois autres côtés par le terrain de la Fabrique de St-Camille;

10° Edmond Blais, un lopin de terre au village de St-Camille, mesurant 110 pieds de largeur par 217 pieds de profondeur, plus ou moins, tel que renclos, situé en arrière des emplacements ayant front au chemin royal, faisant partie du lot numéro dix-huit (Pt. 18) du cadastre officiel pour le rang six, sans bâtisses, et borné au N.-E. par le terrain de Geo. Poulin, Sr., au S.-E. par celui de Jos. Audet, au S.-O. par celui de Dame Vve. Moïse Morin, et au N.-O. par ceux de Edmond Blais et de Geo. Poulin, Sr.;

11° Aimé Lapointe, un emplacement au village de St-Camille, mesurant 55 pieds de largeur par un arpent de profondeur, faisant partie de la partie Sud-Est du lot Numéro dix-sept (Pt. 17) du cadastre officiel pour le rang six, avec bâtisses et dépendances, et borné en front au N.-O. par le chemin royal, au N.-E. par le terrain de Wilfrid Morin, au S.-E. par celui de Geo. Poulin, Sr., et au S.-O. par ceux de Geo. Poulin Sr. & Georges Poulin Jr.

12° Aimé Lapointe, un terrain de forme irrégulière qui peut être désigné comme suit:

a. Un emplacement au village de St-Camille, mesurant 106 pieds de largeur par un arpent de profondeur, plus ou moins, tel que renclos, faisant partie de la partie N.-O. du lot numéro dix-sept (Pt. 17) du cadastre officiel pour le rang six, sans bâtisses et borné en front au S.-E. par le chemin royal, au N.-E. par le terrain de Edouard Côté, au N.-O. par ceux de Edouard Côté et Aimé Lapointe, et au S.-O. par celui de Cyrille Carrier;

b. Une lisière de terre de un arpent de largeur par douze arpents de profondeur, plus ou moins, faisant partie de la partie N.-O. du lot numéro dix-sept (Pt. 17) du cadastre officiel pour le rang six, sans bâtisses, et borné au N.-O. par la ligne de division entre les rangs V & VI, au N.-E. par Edouard Côté, au S.-E. par Aimé Lapointe et Cyrille Carrier et Alfred Bélanger, et au S.-O. par Georges Poulin Jr. et J.-Arthur Leclerc.

13° Alphonse Laliberté, un terrain à St-Camille, de forme irrégulière, mesurant 315 pieds de largeur, par une profondeur de 50 pieds dans la ligne N.-E., et une profondeur de 67 pieds dans la ligne S.-O., le tout plus ou moins, tel que renclos, désigné comme faisant partie de la partie Nord-Ouest du lot numéro quinze (Pt. 15) du cadastre officiel pour le rang six, avec bâtisses et dépendances, et borné en front au S.-E. par le chemin royal et des trois autres côtés par le terrain de Alphonse Blouin.

14° Oram Groleau, un immeuble détenu sous bail, avec maison y construite, à St-Camille, faisant partie du lot numéro quarante-cinq (Pt. 45) du cadastre officiel pour le rang cinq, et borné en front au S.-E. par le chemin royal, au N.-E. par le terrain de Philippe Bertrand, au N.-O. par celui de Philippe Roy, et au S.-O., par la rue de sortie de ce dernier;

15° Succession J.-E.-G. Bolduc, un terrain à St-Camille de Bellechasse, qui peut être désigné comme suit:

a. La partie N.-O. du lot numéro dix-neuf (Pt. N.-O. 19) du cadastre officiel pour le rang six, sans bâtisses, et borné en front au S.-E. par le chemin royal, au N.-E. par la route du rang St-Joseph, au N.-O. par la ligne de division entre les rangs V & VI, et au S.-O. par le lot numéro 20, à réserve des terrains et emplacements détachés dudit immeuble, tels qu'ils apparaissent au Rôle d'Évaluation en vigueur et tels que clôturés actuellement, savoir: Edouard Bélanger, Albert Labonté, Lucien Talbot, Pierre Maheux, Théophile Desrochers, Alphonse Poulin, Cyrille Bolduc, Alphonse Leblond, Joseph Bolduc, Moïse Talbot, et les droits de Ernest

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 1st of December, 1941, shall have been paid before the sale.

1. Edouard Bélanger, No. 8, Range IV.
2. Amédée Vachon, No. 2, Range VI. (Riv. Noire).
3. Amédée Vachon, No. 1, Range VII.
4. Amédée Vachon, No. 2, Range VII.
5. Émile Bolduc, No. 9, Range VI.
6. Léonidas Nadeau, No. 4, Range VI.
7. Joseph Lessard, No. 44, Range IV, under location ticket.

8. Georges Parent, No. 35, Range IV, under location ticket.

9. Armand Bédard, an immovable held under emphyteutic lease—with house and dependencies, thereon erected, situate in the Village of St-Camille, forming part of lot No. eighteen (Pt. 18) of the official cadastre for Range Six, bounded on the North-East by a proposed street, and on the three other sides by the land of the Fabrique of St-Camille;

10. Edmond Blais, a parcel of land in the Village of St-Camille, measuring 110 feet in width by 217 feet in depth, more or less, as fenced in, situate in rear of the emplacements fronting on the King's Highway, forming part of lot number eighteen (Pt. 18) of the official cadastre for Range Six—without buildings—and bounded on the North-East by the land of Geo. Poulin, Sr., on the South-East by that of Jos. Audet, on the South-West by that of Dame Wid. Moïse Morin, and on the North-West by those of Edmond Blais and Geo. Poulin, Sr.;

11. Aimé Lapointe, an emplacement in the Village of St-Camille, measuring 55 feet in width by one arpent in depth, forming part of the South-East part of lot number seventeen (Pt. 17) of the official cadastre for Range Six—with buildings and dependencies, and bounded in front on the North-West by the King's Highway, on the North-East by the land of Wilfrid Morin, on the South-East by that of Geo. Poulin, Sr., and on the South-West by those of Geo. Poulin, Sr., and Georges Poulin, Jr.

12. Aimé Lapointe, a lot of land of irregular figure, which may be described as follows:

a. An emplacement in the Village of St-Camille, measuring 106 feet in width by one arpent in depth, more or less, as fenced in, forming part of the North-West part of lot number seventeen (Pt. 17) of the official cadastre for Range Six—without buildings, and bounded in front on the South-East by the King's Highway, on the North-East by the land of Edouard Côté, on the North-West by those of Edouard Côté et Aimé Lapointe, and on the South-West by that of Cyrille Carrier;

b. A strip of land of one arpent in width by twelve arpents in depth, more or less, forming part of the North-West part of lot number seventeen (Pt. 17) of the official cadastre for Range Six, without buildings, and bounded on the North-West by the division line between Ranges V and VI, on the North-East by Edouard Côté, on the South-East by Aimé Lapointe et Cyrille Carrier et Alfred Bélanger, and on the South-West by Georges Poulin, Jr., and J. Arthur Leclerc;

13. Alphonse Laliberté, a lot of land at St-Camille, of irregular figure, measuring 315 feet in width, by a depth of 50 feet in the North-East line, and a depth of 67 feet in the South-West line, the whole more or less, as fenced in, described as forming part of the North-West part of lot number fifteen (Pt. 15) of the official cadastre for Range Six—with buildings and dependencies, and bounded in front on the South-East by the King's Highway and on the three other sides by the land of Alphonse Blouin.

14. Oram Groleau, an immovable held under lease—with the house thereon erected, at St-Camille, forming part of lot number forty-five (Pt. 45) of the official cadastre for Range Five, and bounded in front on the South-East by the King's Highway, on the North-East by the land of Philippe Bertrand, on the North-West by that of Philippe Roy, and on the South-West by the exit-road of the latter;

15. Estate J. E. G. Bolduc, a lot of land at St-Camille de Bellechasse, which may be described as follows:

a. The North-West part of lot number nineteen (N.W. Pt. 19) of the official cadastre for Range Six, without buildings and bounded in front on the South-East by the King's Highway, on the North-East by the by-road of the St-Joseph Range, on the North-West by the division line between Ranges V and VI, and on the South-West by lot No. 20, under reserve of the lands and emplacements deducted from the said immovable, as they appear in the Valuation Roll in force and as actually fenced in, namely: Edouard Bélanger, Albert Labonté, Lucien Talbot, Pierre Maheux, Théophile Desrochers, Alphonse Poulin, Cyrille Bolduc, Alphonse

Bolduc, suivant contrat produit mais n'apparaissant pas au rôle;

b. Une lisière de terre de un arpent de largeur par toute la profondeur, côté N.-E. de la partie N.-O. du lot numéro vingt (Pt. N.-E. de Pt. N.-O. 20) du cadastre officiel pour le rang six, sans bâtisses, et borné en front au S.-E. par le chemin royal, au N.-E. par le N° 19 au N.-O. par la ligne de division entre les rangs V & VI, et au S.-O. par le terrain de Alphonse Blais, à la réserve cependant des emplacements détachés dudit immeuble et appartenant à MM. Léon Blais et Alfred Bilodeau.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous du canton Bellechasse.

- 16° Laurent Laroche, Lot N° 3, Rang B.
- 17° Georges Bégin, Lot N° 7, Rang B.
- 18° Ernest Goulet, Lot N° 10, Rang A.
- 19° Joseph Mercier, Lot N° 16, Rang 1.
- 20° Joseph Mercier, Lot N° 15, Rang 1.
- 21° Henri Melançon, Lot N° 10, Rang B, sous billet de location.

22° Léonidas Nadeau, Lot N° 4, Rang 1, sous billet de location.

23° Stanislas Lamontagne, N° 30, Rang 1, sous billet de location.

24° Léo Brousseau, une terre désignée comme étant la demie Sud-Ouest, en largeur par toute la profondeur du lot numéro cinquante-trois (½ S.-O. 53) du cadastre officiel pour le rang deux, de 50 acres en superficie, plus ou moins, et bornée en front au N.-O. par le chemin royal, au N.-E. par le résidu du dit lot appartenant à Emile Fournier, au S.-E. par le rang trois, et au S.-O. par le lot N° 54;

25° Aimé Lapointe, une terre à St-Camille, désignée comme étant le lot numéro quarante-trois (43) et la juste moitié S.-O. en largeur par toute la profondeur du lot numéro quarante-deux (½ S.-O. 42) du cadastre officiel pour le rang un, avec bâtisses et dépendances et bornée ladite terre en front au S.-E. par le chemin royal, au S.-O. par la route Blais, au N.-O. par la Rivière Daquam, et au N.-E. par le résidu dudit lot N° 42 appartenant à Philémon Couture.

Les immeubles des numéros d'ordre de 16 à 25 sont tous du canton Daquam.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux réserves prévues à la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Camille-de-Lellis, ce 16ième jour de juin 1942.

Le secrétaire-trésorier,

1366-25-2-o

(Signé) E.-A. MORIN.

Avis public est par le présent donné que le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1942, à DIX heures de l'avant-midi, au Bureau du Greffier de la cité, dans l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, l'emplacement ci-dessous mentionné, situé en la cité des Trois-Rivières, sera vendu comme étant grevé de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

"Un emplacement situé sur la rue St-Georges, dans la dite cité, comme faisant partie du lot N° 370, du cadastre de la cité borné en front, par la dite rue; en arrière par les lots Nos 346 et 347 d'un côté; au nord-ouest par le lot N° 369; de l'autre côté, au sud-est par la balance du lot N° 370, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à Madame Mary Thivierge veuve de Gédéon Lussier et autres."

Cette vente sera faite sans aucune garantie de mesures.

Hôtel de Ville, Trois-Rivières, le 16 juin 1942.

1376-25-2-o

Le greffier,
ARTHUR BÉLIVEAU.

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE DE MONTRÉAL-NORD

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à

Leblond, Joseph Bolduc, Moïse Talbot, and the rights of Ernest Bolduc, according to contract produced but not appearing on the Roll;

b. A strip of land of one arpent in width by the whole depth, North-East side of the North-West Part of lot number twenty (N.E. Pt. of N. W. Pt. 20) of the official cadastre for Range Six, without buildings, and bounded in front on the South-East by the King's Highway, on the North-East by No. 19, on the North-West by the division line between Ranges V and VI, and on the South-West by the land of Alphonse Blais, under the reserve, however, of the emplacements deducted from the said immovable and belonging to Messrs. Léon Blais and Alfred Bilodeau.

The above described immovables are all of the Township Bellechasse.

16. Laurent Laroche, Lot No. 3, Range B.
17. Georges Bégin, Lot No. 7, Range B.
18. Ernest Goulet, Lot No. 10, Range A.
19. Joseph Mercier, Lot No. 16, Range 1.
20. Joseph Mercier, Lot No. 15, Range 1.
21. Henri Melançon, Lot No. 10, Range B, under location ticket.

22. Léonidas Nadeau, Lot No. 4, Range 1, under location ticket.

23. Stanislas Lamontagne, Lot No. 30, Range 1, under location ticket.

24. Léo Brousseau, a farm designated as being the South-West half, in width by the whole depth of lot number fifty-three (S.W. ½ 53) of the official cadastre for Range Two, of 50 acres in area, more or less, and bounded in front on the North-West by the King's Highway, on the North-East by the residue of said lot belonging to Emile Fournier, on the South-East by Range Three, and on the South-West by lot No. 54;

25. Aimé Lapointe, a farm at St-Camille, designated as being lot number forty-three (43) and the exact South-West Half in width by the whole depth of lot number forty-two (S. W. ½ 42) of the official cadastre for Range One, with buildings and dependencies, and bounded, the said farm, in front on the South-East by the King's Highway, on the South-West by the Blais By-Road, on the North-West by the Daquam River, and on the North-East by the residue of said lot No. 42 belonging to Philémon Couture.

The immovables in numerical order from 16 to 25 are all of the Township Daquam.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the reserves provided for by the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Camille-de-Lellis, this 16th day of June, 1942.

(Signed) E. A. MORIN.

1366-25-2

Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that on the FOURTEENTH day of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the City Clerk in the City Hall of the City of Trois-Rivières, the emplacement hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as being encumbered with taxes which have not been paid within six months after the notice of the filing of the roll, as required by law, to wit:

"An emplacement situate on St. Georges street, in the said City, as forming part of lot No. 370 on the cadastre for said City, bounded in front by said street; in rear by lots Nos. 346 and 347 one side; on the Northwest by lot No. 369; on the other side on the Southeast by the residue of lot No. 370—with buildings thereon erected—as belonging to Madame Mary Thivierge, widow of Gédéon Lussier and others."

This sale will be made without guarantee as to measurement.

City Hall, Trois-Rivières, June 16th, 1942.

1376-25-2

ARTHUR BÉLIVEAU,
Clerk.

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF MONTREAL-NORTH

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public

l'enchère publique, en l'hôtel de Ville, de la Ville Montréal-Nord, MERCREDI, le (15) QUINZIÈME jour du mois de JUILLET, 1942, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires avec intérêts, plus les frais subseqüemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 23 mai 1942, a autorisé une énumération des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, section 3.

auction at the office of the Council, at the Town of Montreal-North, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of July, 1942, at TEN o'clock in the forenoon (day-light saving time) to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated May 23rd, 1942 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550 of the Cities and Town's Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, section 3.

Nom du propriétaire Name of Owner	Cadastre	Subdivisions
Marie-Rose Duphily, Mlle-Miss.	29.	879, 880, 881
Leblanc Maria, veuve de-widow of Achille Ruel.	29.	902, 903, 904, 905
Herbert W. Bailey.	29.	1128, 1129
Lormier Elise-Claire, veuve de-widow of Auguste Setz.	30.	89, 90
Edmond Latreille.	30.	94
Carlo Dininno.	30.	127, 128
Olier Laforest.	31.	372
Hugh Wm Cully.	31.	512
Félix Alix.	31.	601, 602
Edmond Charles.	31.	775, 776, 777
Thomas Edouard Wilcox.	31.	796, 797, 798, 801, 802
Simard Marie-Anne, veuve de-widow of Rodrigue Cadieux.	32.	1, 2
John Neil MacDonald.	35.	202, 203
	36.	161, 162
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Amédée Wm Fournier.	36.	189
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Jos. Henri Lacasse.	36.	266, 267, 268
Lafrance Florida, veuve de-widow of Jos. Ludger Roch.	36.	640
	36.	125
Mercier Beaudet.	37.	29
Rev. J. Ernest Labelle.	37.	121
Jos. Henri Lacasse.	37.	136
Gravel Albertine, épouse de-wife of Augustin Leroux.	38.	834
Missal Cholette.	38.	854
Montreal Island Investment Co.	38.	1365
Malvina Hamelin, veuve de-widow of Euclide L'Archevêque.	43.	24 partie-part
Avec bâtisse dessus érigée.	With building thereon erected.	
Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre (24) de la subdivision officielle du lot originaire du lot numéro quarante-trois (43) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, à distraire cependant dudit lot, la partie appartenant à Mlle Alberta Bergeron et enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Montréal sous le numéro 518, 220.	An emplacement known and designated as being lot number twenty-four (24) of the official subdivision of lot number forty-three (43) on official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, to deduct however from said lot the part belonging to Miss Alberta Bergeron and registered at the Registry Office of Montreal under number 518, 220.	
Achille Girouard.	45.	1
Collette Zéphirina, veuve de-widow of F.-X. Lanthier.	45.	2, 3, 4
Eugène Boucher.	45.	59
Jos.-Pierre, Vital Lacasse.	45.	1026, 1027, 1028
Pierre Lauzon, fils de-son of Narcisse.	45.	670, 671
Marguerite, Georges, Marie, Raoul & Paul-Emile Fournier.	49.	23, 24
Jos. Veillette.	50.	35
R.-A. Craig, jr.	50.	56
Gustave Delfosse.	50.	89, 90
Bélanger Ida, épouse de-wife of Honoré Bouchard.	50.	117
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	
Walter Scott Clarke.	50.	135, 136
Jos. Isaac Réginald Dechévigny.	50.	541, 542, 543
Hector Labelle.	50.	634
Narcisse Chaput.	50.	843
Demetrius Baril.	61.	235, 236, 240
Roy Marie-Anne, épouse de-wife of Demetrius Baril.	61.	237, 238, 239
Joseph St-Jean ^{1/2} , Oct. Catudal St-Jean, épouse de-wife of Eug. Larivière.	62.	52
Zoel Paquette.	62.	318
J.-Alfred Huberdeau.	65.	115, 116
Adolphe Tessier.	65.	155, 156
Armand Lapostolle.	65.	159
Hamelin S., épouse de-wife of A. A. Garon.	66.	4, 5, 6
Ouellette Alice, épouse de-wife of Asselin.	66.	125
Pierre Bougie.	66.	314, 315
Omer Pion.	73.	224, 225, 226, 227
Philippe Dusablon.	73.	266, 267, 268, 269, 270
Alfred Lagacé.	73.	296
Olivier Goulet.	73.	739, 740
Marcel Lemire.	76.	267, 268, 269
Geo. R. Bush.	76.	452, 453, 454, 455
Henry Williams.	76.	517, 518
Avec bâtisses dessus érigées.	With buildings thereon erected.	

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce (16) seizième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-deux (1942).

[Sceau]

1374-25-2-o

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

Province de Québec, Comté de Laval

VILLE SAINT-MICHEL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel-de-Ville de la Ville Saint-Michel, JEUDI le (16) SEIZIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent quarante-deux, (1942) à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 23 mai 1942, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Given at the Town of Montreal-North, this (16) sixteenth day of June, Nineteen hundred and forty-two (1942).

[Seal]

1374-25-2-o

ART. E. CHEVRIER,
Secretary-treasurer.

Province of Quebec, County of Laval

TOWN OF SAINT MICHEL

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on THURSDAY, (16) the SIXTEENTH day of JULY Nineteen hundred and Forty-Two (1942) at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time), to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission by a decision dated May 23rd 1942 has authorised an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Joseph Labadie.....	339.....	67, 68
Joseph Jutras.....	343.....	452 à-to 456 incl.
Achille Saint-André.....	343.....	608, 609
Avec bâtisses dessus construites.	With all the buildings thereon erected.	
Edouard Saint-Maurice et al.....	343.....	1153 partie-part
Un terrain sis et situé en la Ville Saint-Michel, Comté Laval, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision mil cent cinquante-trois du lot original trois cent quarante-trois aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse au Sault-au-Récollet (343-1153) mesurant trente-six pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesures précises, borné en front par le Chemin Saint-Michel, en arrière par le cadastre trois cent quarante-trois, subdivision mil cent cinquante-deux (343-1152) du côté est par la partie appartenant à Charles Grant, et du côté ouest par le cadastre trois cent quarante-deux, (342) et trois cent quarante-deux, subdivision un, (342-1) appartenant à la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.		
A lot of land lying and situate in the Town of Saint-Michel, County Laval, known and designated as forming part of subdivision, one thousand one hundred and fifty-three of original lot three hundred and forty-three of the official plan and book of Reference for the Parish of Sault-au-Récollet, (343-1153), measuring thirty-six feet in front by one hundred and twenty-five in depth more or less, without any guarantee as to the exact measures, bounded in front by the Saint-Michel road, in rear by the cadaster three hundred and forty-three, subdivision one thousand one hundred and fifty-two (343-1152) to the east side by the part belonging to Charles Grant and the west side by the cadaster three hundred and forty-two (342) and cadaster three hundred and forty-two, subdivision one, (342-1) belonging to the Montreal Catholic School Commission.		
Abondius Lacombe.....	343.....	1153 partie-part
Un terrain sis et situé en la Ville Saint-Michel, Comté Laval, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision mil cent cinquante-trois, du lot original trois cent quarante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse au Sault-au-Récollet, (343-1153) mesurant soixante-quatre pieds de front par cent vingt-cinq pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesures précises, borné en front par le Chemin Saint-Michel, en arrière par le résidu du dit lot mil cent cinquante-trois, et d'un côté par la partie appartenant à Charles Grant, et l'autre côté par le résidu de la dite subdivision mil cent cinquante-trois avec bâtisses dessus construites.		
A lot of land lying and situate in the Town of Saint-Michel, County of Laval, known and designated as forming part of subdivision one thousand one hundred and fifty-three of original lot of three hundred and forty-three of the official plan and book of Reference for the Parish of Sault-au-Récollet, (343-1153), measuring sixty-four feet in front by one hundred and twenty-five feet in depth, more or less, without any guarantee as to the exact measures, bounded in front by the Saint-Michel road, in rear by the residue of said lot one thousand one hundred and fifty-three and on one side, by the part belonging to Charles Grant, and on the other side by the residue of the said subdivision one thousand one hundred and fifty-three—with the building thereon erected.		
H. Léon Stow.....	364.....	1015, 1016
Alfred Laganière.....	366.....	158, 159
M. H. Genger.....	366.....	378
Mlle-Miss D. A. Bernard.....	439.....	216, 217
Mlle-Miss Mabel E. Mowatt.....	439.....	342
John McNoble.....	439.....	369 à-to 373 incl.
Georges Bednac.....	442.....	370
Avec bâtisses dessus construites.	With all the buildings thereon erected.	
Ovila Ménard.....	442.....	435
Avec bâtisses dessus construites.	With all the buildings thereon erected.	
Charles Roger Moody.....	442.....	652
Donat Brouillard.....	442.....	744, 745
Avec bâtisses dessus construites.	With all the buildings thereon erected.	

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Hans Truterman.....	443.....	563
Gabrielle Gervais, épouse de-wife of Honoré Handfield.....	443.....	615
Avec bâtisses dessus construites. With all the buildings thereon erected.		
Mike Sennuck.....	443.....	699, 700, 703, 704
Alphonse Major.....	445.....	596
Avec bâtisses dessus construites. With all the buildings thereon erected.		
Equity Land Company.....	445.....	603
Madame-Mrs. Innis Marion, Archibald Murray, Thomas Murray & John Murray.....	446.....	405
Marie Julie Chartrand, épouse de-wife of J. D. Martineau (3/4), Joseph Arthur Joseph Armand, Joseph Albani, Joseph Aristide & Léopold Martineau en religion-in religion, Père-Father Raymond Marie Martineau (3/4).....	472.....	47, 48
J. Gustave Mousseau.....	472.....	321, 322
Elisabeth Anna Munroe, épouse de-wife of J. Cunningham Anderson.....	474.....	170

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Saint-Michel.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce seizième jour (16) du mois de juin mil neuf cent quarante-deux (1942).

[Sceau]

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

1375-25-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint-Michel.

The Said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Saint-Michel, this (16) sixteenth day of June one thousand Nine hundred and forty-two (1942).

[Seal]

ART. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

1375-25-2-o

Province de Québec—Comté d'Hochelaga

Province of Quebec—County of Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

TOWN OF MONTREAL WEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-Ouest, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET, 1942, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	N° du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Black, Wm. A., Junr.....	138-152.....	\$ 381.16	\$ 57.87	\$ 439.03
Gadbois, Henri.....	140-134.....	227.89	16.05	243.94
Denault Grain & Provision Co.....	138-E-44.....	144.07	10.40	154.47
Corporate Realities, Limited.....	140-322 & 323.....	365.10	27.75	392.85
" " ".....	140-326 à-to 328.....	481.45	34.64	516.09
" " ".....	140-330 à-to 333.....	641.92	46.21	688.13
" " ".....	140-335.....	160.48	11.48	171.96
Drysdale, Alexander.....	140-656.....	45.32	3.51	48.83
Langley, Thomas.....	138-517 à-to 520.....	50.71	3.60	54.31
Peters, J. M.....	138-576 à-to 579.....	53.81	3.84	57.65
Scott, James.....	140-695 pt.....	13.38	.96	14.34
Johnston, J. M.....	138-398 à-to 403.....	75.52	5.31	80.83

Donné à Montréal-Ouest, ce vingt-deuxième jour de juin, 1942.

Given at Montreal West, this twenty-second day of June, 1942.

Le secrétaire-trésorier,
CHAS. I. FRASER.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

1430-26-2-o

1430-26-2-o

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA VILLE DE VAL D'OR

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 17 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 17th June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the

l'article 46a de la Loi de la Commission Municipale de Québec (5 Geo. VI, chapitre 44, section 8), de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Commission Scolaire Catholique de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la Ville de Val d'Or, LUNDI le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET, 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1940 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. Maurice Dumont.—Lot N° 114.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, canton Dubuisson.

2. Maurice Bénard.—Lot N° 27.

3. Maurice Dumont.—Lot N° 112.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuisson.

4. Maurice Bénard.—Lot N° 24.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton de Bourlamaque.

5. Val Dupuis Ltée.—Lot N° 257.

6. Val Dupuis Ltée.—Lot N° 258.

7. Nick Pavalish.—Lot N° 303.

Les trois lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton de Bourlamaque.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

8. Madame Jean DeSerres.—Lot N° 240.

De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 165 pieds de profondeur, contenant une superficie de 8250 pieds carrés, mesure anglaise, borné au nord par le lot 14-239, à l'est par le lot 14-233 qui est une rue, au sud par le lot N° 14-241, et à l'ouest par le lot 14-247 qui est une rue.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton de Bourlamaque.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce vingt-deuxième jour de juin, 1942.

Le secrétaire-trésorier,

1431-26-2-0

H. A. SOUCY.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE DE
VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 17 juin 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission Municipale de Québec (5 Geo. VI, chapitre 44, section 8), de vendre les immeubles ci-dessous décrits

Quebec Municipal Commission Act (5 Geo. VI, chapter 44, section 8), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due the Catholic School Commission of the Town of Val d'Or with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 30th of June, 1940 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000.).

FIRST SECTION

IMMOVEABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

1. Maurice Dumont.—Lot No. 114.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range eight, township Dubuisson.

2. Maurice Bénard.—Lot No. 27.

3. Maurice Dumont.—Lot No. 112.

These two aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty-two, range 8, township Dubuisson.

4. Maurice Bénard.—Lot No. 24.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number fourteen, township of Bourlamaque.

5. Val Dupuis Ltd.—Lot No. 257.

6. Val Dupuis Ltd.—Lot No. 258.

7. Nick Pavalish.—Lot No. 303.

These three aforesaid lots form a part of the original subdivision number thirty-four, township of Bourlamaque.

SECOND SECTION

IMMOVEABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

8. Mrs. Jean DeSerres.—Lot No. 240.

Of regular figure, measuring 50 feet in front by 165 feet in depth, containing an area of 8250 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 14-239, on the East by lot 14-233 which is a street, on the south by lot 14-241, and on the west by lot 14-247 which is a street.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number fourteen, township of Bourlamaque.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Val d'Or, this twenty-second day of June 1942.

H. A. SOUCY,

Secretary-Treasurer.

1431-26-2-0

Province of Quebec

PROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY OF VAL D'OR

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 17th June, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act (5 Geo. VI, chapter 44, section 8), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of

pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Municipalité Scolaire Protestante de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'hôtel de ville de la ville de Val d'Or, LUNDI le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JUILLET 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1940 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46u de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. J. J. Coghlan.—Lot N° 140.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

2. Patrick Gauthier.—202.

3. J. J. Coghlan.—204.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, Canton Dubuisson.

4. Madame Margaret Kelly.—Lot N° 197.

5. Madame Margaret Kelly.—Lot N° 290.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton de Bourlamaque.

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

6. J. J. Coghlan.—Lot N° 199.

7. J. J. Coghlan.—Lot N° 200.

Les deux lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, Canton Dubuisson.

8. Madame Katy Plynkurik.—Lot N° 595.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce vingt-deuxième jour de juin 1942.

Le secrétaire-trés.,

A. B. CARSON.

1433-26-2-o

taxes due the Protestant School Municipality of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on MONDAY the TWENTY-SEVENTH day of the month of JULY, 1942 at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 30th of June, 1940 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000.00).

FIRST SECTION

IMMOVEABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

1. J. J. Coghlan.—Lot No. 140.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range 8, township Dubuisson.

2. Patrick Gauthier.—202.

3. J. J. Coghlan.—204.

These two aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, township Dubuisson.

4. Mrs. Margaret Kelly.—Lot No. 197.

5. Mrs. Margaret Kelly.—Lot No. 290.

These two aforesaid lots form a part of the original subdivision number thirty-four, township Bourlamaque.

IMMOVEABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

6. J. J. Coghlan.—Lot No. 199.

7. J. J. Coghlan.—Lot No. 200.

These two aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, township Dubuisson.

8. Mrs. Katy Plynkurik.—Lot No. 595.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number thirty-four, township of Bourlamaque.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Val d'Or, this twenty-second day of June 1942.

A. B. CARSON,

Secretary-Treasurer.

1433-26-2-o

Avis divers

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE
JONQUIÈRE, COMTÉ DE CHICOUTIMI.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la résolution du 27 janvier 1938, des Commissions d'écoles du village de Jonquièrre, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 1er mai 1942, et que les obligations ci-après désignées, émises par ladite Commission Scolaire, sous l'autorité de la résolution précitée, ont été tirées et seront remboursables à compter du 1er juillet 1942.

Miscellaneous Notices

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF
JONQUIÈRE, COUNTY OF CHICOUTIMI.

DRAWING OF BONDS

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Resolution of January 27th, 1938, of the Village of Jonquièrre School Commission, a drawing by lot of bonds has been made at the office of the Quebec Municipal School Commission, at Quebec, on May 1st, 1942, and that the bonds hereinafter designated, issued by the said School Commission, under authority of the aforesaid Resolution, were drawn and will be redeemable from and after the 1st of July, 1942.

Dénomination de \$500.00: Nos 1, 2, 21, 138, 210, 226, 228, 229, 404, 556, 572, 601, 620, 709.

Dénomination de \$100.00: Nos 2, 9, 31, 49, 70, 132, 136, 144, 184, 234, 261, 304, 311, 322, 323, 357, 385, 395.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées, devront le 1er juillet 1942, présenter lesdites obligations pour paiement, à la Banque Canadienne Nationale à Jonquière, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1942.

Donné à Jonquière, ce onzième jour de mai 1942.

Le secrétaire-trésorier,
A. LABERGE. 1421-o

VILLE DE JONQUIÈRE
COMTÉ DE CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné que, conformément aux dispositions du règlement numéro 178 de la ville de Jonquière, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 1er mai 1942, et que les obligations ci-après désignées, émises par la dite ville, sous l'autorité du dit règlement, ont été tirées et seront remboursables à compter du 1er juillet 1942.

Dénomination de \$1,000.00: Nos 9 et 10.

Dénomination de \$500.00: Nos 5, 14, 63, 67, 119, 122, 151, 187, 198, 212, 241, 271, 274, 279, 286, 299, 353, 356, 365, 374, 382, 413, 434, 459, 468, 470, 471, 474, 481, 512, 548, 570, 575, 587, 603, 613, 629, 702, 706, 719, 742, 764, 819, 830, 888, 909, 898, 910, 920, 956, 961, 962, 1041, 1043, 1057, 1058, 1077, 1088, 1125, 1176, 1196, 1229, 1230, 1233, 1273, 1310, 1349, 1353, 1354, 1385, 1407, 1488, 1502, 1508, 1518, 1551, 1595, 1602, 1604, 1607, 1631, 1651, 1672, 1700, 1733, 1765, 1792, 1870, 1876, 1899, 1953, 1965, 1968, 1990, 2008, 2063, 2099, 2103, 2123, 2160, 2164, 2240, 2269, 2322, 2335, 2337, 2377, 2383, 2430, 2461, 2470, 2474, 2477, 2498, 2504, 2508, 2526, 2527.

Dénomination de \$100.00: Nos 7, 8, 13, 27, 40, 50, 64, 66, 74, 75, 86, 87, 88, 92, 93, 101, 109, 111, 140, 146, 151, 152, 154, 168, 170, 174, 177, 184, 185, 270, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 291, 292, 295, 296, 298, 299, 300, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 341, 344, 345, 346, 349, 370, 372, 373, 376, 378, 379, 380, 381, 428, 430, 431, 443, 445, 446, 447, 449, 451, 452, 469, 512, 513, 531, 532, 538, 539.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées, devront le 1er juillet 1942, présenter les dites obligations pour paiement, à la Banque Canadienne Nationale à Jonquière, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1942.

Donné à Jonquière ce onzième jour de mai, mil neuf cent quarante-deux.

Le trésorier,
A. LABERGE. 1422-o

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du canton de Grantham, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 11 juin 1942, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement de nom de la municipalité du Canton de Grantham, comté de Drummond,

Denomination of \$500.: Nos. 1, 2, 21, 138, 210, 226, 228, 229, 404, 556, 572, 601, 620, 709.

Denomination of \$100.: Nos. 2, 9, 31, 49, 70, 132, 136, 144, 184, 234, 261, 304, 311, 322, 323, 357, 385, 395.

The holders of the bonds hereinabove mentioned, must, on July 1st, 1942, present said bonds for payment at the "Banque Canadienne Nationale", at Jonquière, Quebec or Montreal, with all the interest coupons not yet matured.

Said bonds will cease bearing interest from and after the 1st of July, 1942.

Given at Jonquière, this eleventh day of May, 1942.

A. LABERGE,
Secretary Treasurer. 1421

TOWN OF JONQUIÈRE
COUNTY OF CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-Law No. 178 of the Town of Jonquière, a drawing by lot was effectuated in the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, the 1st of May, 1942, and that the bonds hereinafter designated, issued by the said Town, under the authority of the said By-law, were drawn and shall be redeemable as from the 1st of July, 1942.

Denominations of \$1,000.: Nos. 9 and 10.

Denominations of \$500.: Nos. 5, 14, 63, 67, 119, 122, 151, 187, 198, 212, 241, 271, 274, 279, 286, 299, 353, 356, 365, 374, 382, 413, 434, 459, 468, 470, 471, 474, 481, 512, 548, 570, 575, 587, 603, 613, 629, 702, 706, 719, 742, 764, 819, 830, 888, 909, 898, 910, 920, 956, 961, 962, 1041, 1043, 1057, 1058, 1077, 1088, 1125, 1176, 1196, 1229, 1230, 1233, 1273, 1310, 1349, 1353, 1354, 1385, 1407, 1488, 1502, 1508, 1518, 1551, 1595, 1602, 1604, 1607, 1631, 1651, 1672, 1700, 1733, 1765, 1792, 1870, 1876, 1899, 1953, 1965, 1968, 1990, 2008, 2063, 2099, 2103, 2123, 2160, 2164, 2240, 2269, 2322, 2335, 2337, 2377, 2383, 2430, 2461, 2470, 2474, 2477, 2498, 2504, 2508, 2526, 2527.

Denominations of \$100.: Nos. 7, 8, 13, 27, 40, 50, 64, 66, 74, 75, 86, 87, 88, 92, 93, 101, 109, 111, 140, 146, 151, 152, 154, 168, 170, 174, 177, 184, 185, 270, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 291, 292, 295, 296, 298, 299, 300, 302, 303, 304, 306, 307, 308, 341, 344, 345, 346, 349, 370, 372, 373, 376, 378, 379, 380, 381, 428, 430, 431, 443, 445, 446, 447, 449, 451, 452, 469, 512, 513, 531, 532, 538, 539.

The holders of the above mentioned bonds, should, on the 1st of July, 1942, present the said bonds for payment, at the Banque Canadienne Nationale at Jonquière, Quebec or Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest from the 1st of July, 1942.

Given at Jonquière, this eleventh day of May, one thousand nine hundred and forty-two.

A. LABERGE,
Treasurer. 1422

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipality of the Township of Grantham, that the Lieutenant-Governor has approved, under date the 11th of June, 1942, according to a report from the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of the Municipality of the

en celui de municipalité de Saint-Jean-Baptiste, comté de Drummond.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entrera en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Canton de Grantham, 16 juin 1942.

Le maire,
ALBERT CROTEAU.

1423-o

Le sec.-trés.,
PAUL ROUSSEAU. 1423

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 17 juin 1942, les règlements de "Royal Edward Laurentian Hospital", tels qu'adoptés à l'assemblée régulière tenue le vingt et un mai 1942, ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juin 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1428-o JEAN BRUCHESI.

LYNN MACLEOD METALLURGY LIMITED

Règlement N° XXII

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à cinq;

En conséquence qu'il soit décrété comme règlement N° XXII que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à cinq.

Certifié extrait conforme du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Lynn MacLeod Metallurgy Limited" dûment tenue au bureau-chef de la compagnie à Thetford-Mines, le 26 mai 1942.

Thetford-Mines, le 26 mai 1942.

[Sceau]

Le président,
W. K. MacLEOD

1440

Le secrétaire,
GEORGES PAYEUR. 1440-o

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des cités et villes de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-trois juin 1942.

Le siège social de la Fédération sera à Montréal, dans le district de Montréal, P. Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
1447-o JEAN BRUCHESI.

Notice est par les présentes donnée que par un arrêté en conseil en date du 11 juin 1942, les règlements de "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le 15 juin 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1452 JEAN BRUCHESI.

Township of Grantham, County of Drummond, to that of the Municipality of Saint-Jean-Baptiste, county of Drummond.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into effect on and from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Township of Grantham, 16th June, 1942.

ALBERT CROTEAU,
Mayor.

PAUL ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that, by Order in Council bearing date June 17th, 1942, the by-laws of the "Royal Edward Laurentian Hospital", as adopted at the regular meeting held on the twenty-first of May, 1942, have been approved, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 18th of June 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LYNN MACLEOD METALLURGY LIMITED

By-Law No. XXII

Whereas it is in the interest of the Company that the number of Directors be increased from three to five;

Be it therefore enacted as By-Law No. XXII that the number of Directors of this Company be increased from three to five.

Certified true extract from the Minutes of a meeting of the directors of Lynn MacLeod Metallurgy Limited, duly held at the head office of the company in Thetford Mines, on the 26th day of May, 1942.

Thetford Mines, May 26th, 1942.

[Seal]

W. K. MacLEOD,
President,
GEORGES PAYEUR,
Secretary.

The formation of a federation of professional associations under the name of "La Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des cités et villes de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession was authorized by the Provincial Secretary, on the twenty-third of June, 1942.

The head office of the Federation will be at Montreal, district of Montreal, P. Q.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated June eleventh, 1942, the by-laws of "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses" were approved pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 15th of June, 1942.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureaux-Chef

Chief-Offices

Avis est donné que la compagnie "Radiateur Somerset Limitée—Somerset Radiator Limited", constituée en corporation en date du 24ième jour de mars 1941 et ayant son bureau principal à Plessisville, P.Q., a établi son bureau en cette localité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Plessisville, ce 12ième jour de juin 1942.

Le secrétaire,

R. CARRIER.

1424-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "James Griffin & Son Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son siège social à 1661 rue St-Luc, Montréal.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 19 juin 1942.

Le président,

JAS. GRIFFIN.

1435

Notice is hereby given that the company "Radiateur Somerset Limitée — Somerset Radiator Limited", incorporated under date the 24th day of March, 1941, and having its head office at Plessisville, P.Q., has established its office at this place.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Plessisville, this 12th day of June, 1942.

R. CARRIER,

Secretary.

1424

NOTICE

Notice is hereby given that James Griffin & Son Limited, incorporated by Letters Patent issued under The Quebec Companies' Act, has established its head office at 1661 St. Luke Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Montreal, June 19th, 1942.

JAS. GRIFFIN,

President.

1435-o

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

NOVAS LIMITÉE

NOVAS LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que Novas Limitée a l'intention de faire application à l'Honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour avoir la permission d'abandonner sa charte, suivant les prescriptions de la loi des Compagnies de Québec.

Donné à Jonquière, ce 16ème jour de juin 1942.

Le secrétaire,

J.-E. BERGERON.

1425-o

Notice is hereby given that "Novas Limitée" intends to apply to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Given at Jonquière, this 16th day of June, 1942.

J. E. BERGERON,

Secretary.

1425

A. JANIN & COMPANY LIMITED—A. JANIN & COMPAGNIE LIMITÉE

A. JANIN & COMPANY LIMITED—A. JANIN & COMPAGNIE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, que A. Janin & Company Limited—A. Janin & Compagnie Limitée (incorporée 1931) ayant transporté son entreprise comme un tout (as a going concern) à A. Janin & Company Limited—A. Janin & Compagnie Limitée (incorporée 1925, autrefois connue sous le nom de Alban Construction Limited) et ayant adopté le règlement nécessaire pour la distribution de son actif et en ayant dûment donné avis tel que requis par la loi, demandera, après la distribution de tel actif, permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 22 juin, 1942.

Le secrétaire-trésorier,

C. J. MALONE.

1429-o

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act, that A. Janin & Company Limited—A. Janin & Compagnie Limitée (incorporated 1931) having transferred the whole of its undertaking as a going concern to A. Janin & Company Limited—A. Janin & Compagnie Limitée (incorporated 1925, formerly known as Alban Construction Limited) and having adopted the necessary by-law for the distribution of its assets and given notice thereof as required by law, will, after such assets have been distributed, make application for permission to surrender its charter.

Montreal, June 22nd., 1942.

C. J. MALONE,

Secretary-treasurer.

1429-o

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

N° 175-42

No. 175-42

Québec, 22 juin 1942.

Quebec, June 22nd, 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 17th

date du 17 juin 1942, d'annexer à la municipalité scolaire du village de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, le territoire ci-dessous décrit, qui devra être détaché de la municipalité scolaire de Vaudreuil:

"Tout le territoire composé des parties des lots Nos 141, 142, 143, 144, 367 et 458 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel-de-Vaudreuil, situé entre la ville de Dorion et la ligne suivante étant le nouveau chemin de la route Montréal-Toronto, traversant lesdits lots Nos 141, 142 et 143 et de là biaisant vers l'ouest pour aller rejoindre le trait carré du N° 368 en traversant les lots 144 et 367 et de là suivant le trait carré des lots 368 et 458 ainsi que toutes les subdivisions des Nos 367, 368, 458 comprises dans le territoire ci-dessus."

N° 511-25

1436-o

Québec, 22 juin 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 juin 1942, d'annexer à la municipalité scolaire de la Rivière-Héva, dans le comté de l'Abitibi, les lots suivants qui ne sont pas encore organisés.

"1 à 5 inclusivement des rangs I et II du canton de Malartic et les lots 1 à 18 inclusivement du IIIème rang du même canton."

N° 1039-40

1437-o

Québec, 22 juin 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 juin 1942 de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Roch-de-Bellecombe, dans le comté du Témiscamingue, qui comprendra le territoire ci-dessous décrit et qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

"Le lot 10 au Lac Caron des rangs I à IV du canton de Bellecombe; le lot 14 au Lac Caron des rangs IX et X du canton Caire et le lot 24 au Lac ci-dessus mentionné des rangs VII et VIII du même canton."

N° 710-42

1438-o

Avis est par les présentes donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'Ecole Normale Laval, Québec, du vingt-quatre au vingt-huit août prochain.

L'examen des candidats commencera le vingt-quatre à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au quatorzième jour d'août 1942, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 23 juin 1942.

Le surintendant,

1439-26-2-o

VICTOR DORÉ.

of June 1942, to annex to the School Municipality of the Village of Dorion, in the county of Vaudreuil, the territory hereinafter described, which shall be detached from the School Municipality of Vaudreuil:

All that territory comprised of parts of lots Nos: 141, 142, 143, 144, 367 and 458 of the official plan and in the book of reference of the parish of St-Michel-de-Vaudreuil, situate between the Town of Dorion and the following line, being the new road of the Montreal-Toronto Highway, crossing the said lots Nos. 141, 142 and 143 and thence sloping Westward to rejoin the "trait carré" of No. 368 across lots 144 and 367 and thence following the "trait carré" of lots 368 and 458 as well as all the subdivisions of Nos: 367, 368, 458 comprised in the above territory.

No. 511-25

1436-o

Quebec, June 22nd, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 17th of June 1942, to annex to the School Municipality of Rivière-Héva, in the county of Abitibi, the following lots not yet organized:

1 to 5 inclusively of Ranges I and II of the Township of Malartic and lots 1 to 18 inclusively of Range III of the same Township.

No. 1039-40

1437-o

Quebec, June 22nd, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 17th of June 1942, to form into a separate School Municipality under the name of St-Roch-de-Bellecombe, in the county of Témiscamingue, which shall comprise the territory hereinafter described and which has not as yet been organized as regards schools.

Lot 10 at Lake Caron of Range I to IV of the Township of Bellecombe; lot 14 at Lake Caron of Ranges IX and X of the Township Caire and lot 24 at the above mentioned Lake of Ranges VII and VIII of the same Township.

No. 710-42

1438-o

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twenty-fourth to the twenty-eighth day of August 1942. The examination of candidates will begin on Monday at 2.00 P.M.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B. O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, between this date and the fourteenth day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Quebec, June 23rd 1942.

VICTOR DORÉ,

1439-26-2-o

Superintendent.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 10-E-42A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 10-E-42A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi 17 juin, 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'ordonnance N° 10-E-42 telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 Mai 1942, est amendée en remplaçant le paragraphe 2 de la dite ordonnance, par le suivant:

La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield, la municipalité de village du Nouveau-Salaberry et cette partie de la municipalité de village de St-Timothée présentement connue sous le nom de Nitro.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

1446-o

Meeting of Wednesday, June 17th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

The Order No. 10-E-42 as published in the *Quebec Official Gazette* of May 23rd, 1942, is amended in substituting to the paragraph 2 of said order the following one:

The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield, the village municipality of New Salaberry and that part of the village municipality of St-Timothée actually known under the name of Nitro.

The present order comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

1446-o

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen écrit, les 7 et 8 juillet 1942 (Québec).—Written examination, (Quebec), July 7 and 8 1942.

Noms Names	Prénom Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Barbeau.....	Gérard.....	28	Montréal.
2.—Beauchamp.....	Jacques.....	26	Montréal.
3.—Beauchemin.....	P. Ernest.....	24	Montréal.
4.—Benoit.....	Maurice.....	29	Montréal.
5.—Bronstetter.....	W. E.....	27	Montréal.
6.—Clark.....	Brock-F.....	22	Montréal.
7.—Clarke.....	G. F.....	24	Montréal.
8.—Ducharme.....	André.....	23	Montréal.
9.—Hébert.....	J.-Gérard.....	24	Montréal.
10.—Gadbois.....	A.-O.....	24	Montréal.
11.—Gérin-Lajoie.....	Paul.....	22	Montréal.
12.—Hémond.....	Marcelle.....	31	Montréal.
13.—Kirkpatrick.....	J. G.....	25	Montréal.
14.—Lajeunesse.....	Roger.....	24	St-Thérèse.
15.—Laverdure.....	Maurice.....	26	Montréal.
16.—Lefrançois.....	R.-G.....	23	Montréal.
17.—Mathieu.....	Antoine.....	23	St-Léonard de Port-Maurice.
18.—McDougall.....	L. G.....	24	Montréal.
19.—Norris.....	W. E.....	25	Montréal.
20.—Oulmet.....	J.-René.....	42	Montréal.
21.—Oulmet.....	Laurent.....	24	Montréal.
22.—Paquin.....	J.-Albert.....	24	St-Eustache.
23.—Pinsonnault.....	Marcel-H.....	26	Montréal.
24.—Robitaille.....	Marcel.....	24	L'Epiphanie.
25.—Ross.....	P.-E.....	26	Montréal.
26.—Salmonovitz.....	Melvin.....	25	Montréal.
27.—Seton.....	L. A.....	24	Montréal.
28.—Short.....	Constance Garner.....	29	Montréal.
29.—Venditti.....	Jean.....	26	Montréal.
30.—Viau.....	Jacques.....	23	Montréal.

Montréal, le 15 juin 1942.—Montreal, June 15th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GÉRARD TRUDEL,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens des 7 & 8 juillet 1942.—Examinations, July 7 & 8, 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Beaugrand-Champagne.	Guy.	20.	Montréal.	Jean de Brébeuf.
2.—Beauregard.	Jules-Y.	19.	Montréal.	Jean de Brébeuf.
3.—Brault.	Gérard.	21.	Montréal.	Séminaire de Philosophie
4.—Casgrain.	Paul.	19.	Montréal.	Coll. de Montréal.
5.—Cazalais.	Pauline.	18.	Montréal.	Coll. de Jésus-Marie.
6.—Dansereau.	J. P.	21.	Montréal.	Externat Ste-Croix.
7.—Dupuy.	L. P.	20.	Montréal.	Coll. St-Jean.
8.—Forest.	Paul.	22.	L'Épiphanie.	Coll. de l'Assomption.
9.—Garmaise.	Boris.	21.	Montréal.	Université McGill.
10.—Gascon.	Jean.	21.	Montréal.	Coll. Jean de Brébeuf.
11.—Godard.	Guy.	21.	Montréal.	Université d'Ottawa.
12.—Groulx.	P. H.	20.	Montréal.	Séminaire de Philosophie.
13.—Lefebvre-Hou-				
de.	Françoise.	27.	Montréal.	Coll. Marguerite Bourgeois.
14.—Lemieux.	Paul.	21.	Montréal.	Université d'Ottawa.
15.—Lussier.	Claude.	20.	Montréal.	Externat St-Sulpice.
16.—Mercier.	François.	19.	Montréal.	Coll. Loyola.
17.—Prénoveau.	Conrad.	19.	Montréal.	Coll. Ste-Marie.
18.—Racicot.	Lomer.	28.	Montréal.	Séminaire St-Hyacinthe.
19.—Short.	Constance-G.	29.	Montréal.	Université McGill.
20.—Thouin.	J. A. L.	26.	Montréal.	Coll. Jean de Brébeuf.
21.—Trempe.	Louis.	25.	Montréal.	Université McGill.
22.—Trottier.	Pierre.	17.	Montréal.	Coll. Jean de Brébeuf.

Montréal, le 22 juin 1942.—Montreal, June 22nd, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

GÉRARD TRUDEL,

Secretary of the Bar of Montreal.

1441-26-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen écrit, les 7 et 8 juillet 1942 (Québec).—Written examination, (Quebec), July 7 and 8 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Lefebvre-Houde.	Françoise.	27.	Montréal.
Racicot.	Lomer.	28.	Montréal.
Trempe.	Louis.	25.	Montréal.

Montréal, le 22 juin 1942.—Montreal, June 22nd, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

GÉRARD TRUDEL,

Secretary of the Bar of Montreal.

1442-26-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN ORAL.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE ORAL EXAMINATION.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Résidence Residence
Boudreau.	Charles-Henri.	La Tuque, P.Q.
Cliche.	Charles-Édouard.	East-Broughton, Beauce.
Cromwell.	Rufus E.	Québec.
Fortier.	Taschereau.	Québec.
Godbout.	Roger.	Québec.
Perron.	Robert.	Scott Junction, P.Q.
Roy.	Raymond.	St-Odilon (Dorchester) P.Q.
Taschereau.	Pierre.	Québec.

Québec, le 18 juin 1942.—Quebec, June 18th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

LUCIEN LORTIE,

Secretary of the Quebec Bar.

[Sceau—Seal]

1396-25-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet, 1942.—Examinations of July, 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Lemay.....	Jeanne-D'Arc.....	20.....	Québec.....	Notre-Dame de Bellevue, Québec.
Lemay.....	Thérèse.....	23.....	Québec.....	Collège de Sillery, Québec.

Québec, le 18 juin 1942.—Quebec, June 18th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

[Sceau—Seal]
1395-25-2-oLUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age Age	Résidence Residence
Bédard.....	Jean-Paul.....	25.....	Québec.
Bergeron.....	Benoit.....	25.....	L'Ange Gardien, P.Q.
Boucher.....	Jean.....	23.....	Québec.
de Billy.....	Gilles.....	22.....	Québec.
Demers.....	Paul-Arthur.....	25.....	Charny, P.Q.
Frémont.....	Jules.....	23.....	Québec.
Girard.....	Louis.....	27.....	St-Anselme, P.Q.
Jobin.....	François.....	22.....	Québec.....
Lavergne.....	Édouard.....	23.....	Québec.
Picard.....	Gérard.....	35.....	Québec.
Vallée.....	Marcel.....	25.....	Québec.
Vézina.....	Dominique.....	25.....	St-Joseph, Beauce.
Walsh.....	Charles.....	24.....	St-Pacôme, Kamouraska.

Québec, le 18 juin 1942.—Quebec, June 18th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

[Sceau—Seal]
1397-25-2-oLUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet, 1942.—Examinations of July, 1942.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Drolet.....	Paul-André.....	21	Québec.....	Collège St-Chs-Garnier.

Québec, le 23 juin 1942.—Quebec June 23rd, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

1458-26-2-o

LUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN ORAL.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE ORAL EXAMINATION.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Nom Name	Prénom Surname	Résidence Residence
Veilleux.....	François.....	Québec.

Québec, le 23 juin 1942.—Quebec, June 23rd, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

1459-26-2-o

LUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Couture.....	Jean-Charles.....	24	Québec.
Poulin.....	Grégoire.....	25	St-Martin, Beauce.
Turcotte.....	Roland.....	25	Québec.

Québec, le 25 juin 1942.—Quebec, June 25th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
LUCIEN LORTIE,
Secretary of the Quebec Bar.

1460—26-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Trottier.....	Laurent.....	21	Victoriaville.....	Nicolet.

Victoriaville, le 15 juin 1942.—Victoriaville, June 15th, 1942.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIÈRE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

1358—25-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens oraux de juillet 1942.—Oral examinations of July 1942.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Roberge.....	Gabriel.....	24	Thetford-Mines.

Victoriaville, le 15 juin 1942.—Victoriaville, June 15th, 1942.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIÈRE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

1359—25-2-o

BARREAU DE RICHELIEU.—BAR OF RICHELIEU.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July, 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Charpentier.....	Paul-H.....	34	St-Hyacinthe.
Coron.....	François.....	30	Sorel.
Forget.....	Adélard, jr.....	27	Iberville.
Péloquin.....	Paul-Aimé.....	25	St-Joseph de Sorel.

Valleyfield, 15 juin 1942.—Valleyfield, June 15th, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu,
LIONEL COSSETTE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

1360—25-2-o

BARREAU DE RICHELIEU.—BAR OF RICHELIEU.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Deslandes.....	Gérard.....	20...	St-Hyacinthe.....	Séminaire de St-Hyacinthe.

Valleyfield, le 20 juin 1942.—Valleyfield, June 20, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Richelieu,
LIONEL COSSETTE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

1443-26-2-o

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Buisson.....	Paul.....	25....	Trois-Rivières.
Désilets.....	Ubalde.....	25....	Ste-Gertrude de Nicolet.
Dugré.....	Adélard.....	24....	Pointe du Lac.
Lajoie.....	Rosaire.....	23....	La Baie Shawinigan.
Panneton.....	Philippe-Elisée.....	25....	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 20 juin 1942.—Trois-Rivières, June 20, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
RÉAL LEGRIS,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

1445-26-2-o

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1942.—Examinations of July 1942.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Marchand.....	Paul-Emile.....	20....	St-Tite de Champlain.....	St-Laurent.
Trudel.....	Laurent.....	21....	Shawinigan Falls...	St-Joseph & St-Dunstan's.

Trois-Rivières, le 20 juin 1942.—Trois-Rivières, June 20, 1942.

Le secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
RÉAL LEGRIS,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

1444-26-2-o

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Shefford, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-de-Roxton-Falls" et que son principal siège d'affaires est à Roxton-Falls, dans le comté de Shefford.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'ins-

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Shefford, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-de-Roxton-Falls" and that its principal place of business is at Roxton-Falls, in the County of Shefford.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commer-

truments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de juin 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1426-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Eleuthère" et que son principal siège d'affaires est à St-Eleuthère, comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce seizième jour de juin 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1427-o ADRIEN MORIN.

cial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixteenth day of June, 1942.

ADRIEN MORIN,
1426 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Kamouraska, under the name of "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Eleuthère", and that its principal place of business is at St. Eleuthère, County of Kamouraska.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixteenth day of June, 1942.

ADRIEN MORIN,
1427 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Joseph-Hector Nault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Joseph-Ovide Desmarais, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 3 juin 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
1262-23-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Hector Nault, Notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Me. Joseph Ovide Desmarais, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, this 3rd June, 1942.

JEAN BRUCHESI,
1262-23-5 Under Secretary of the Province.

Notarial Minutes

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } INTERNATIONAL
N° 3563 } FERTILIZER LIMITED, corps politique et incorporé, ayant siège social et principal bureau d'affaires à Québec et un bureau d'affaires à Montréal, demandeur; vs JOSEPH VALLIÈRES, de St-Louis de Blandford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1° Une terre située au douzième rang de Blandford, connue et désignée sous le numéro 17B, du cadastre officiel du canton de Blandford, ensemble avec les bâtisses dessus érigées.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } INTERNATIONAL
No. 3563 } FERTILIZER LIMITED, a political and incorporated body having its head office at Québec and an office at Montreal, Plaintiff; vs JOSEPH VALLIÈRES, of St-Louis de Blandford, Defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm situated in the twelfth range of Blandford, known and designated under the number 17-B of the official cadastre of Blandford, parish of St-Louis, together with buildings thereon erected.

2° Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Stanfold, comme faisant partie du lot numéro A-1 du premier rang, contenant environ deux arpents de large sur la profondeur dudit numéro, prenant d'un bout à la rivière Bécancourt et de l'autre bout au lot N° A-2, d'un côté à Arsène Blouin et de l'autre côté à Horace Bazin.

Pour être vendues "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis de Blandford, comté d'Arthabaska, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 22 juin 1942. 1448-26-2-o
[Première publication, 27 juin 1942]

2. A farm known and designated to the official cadastre of Stanfold as being part of number A-1 of first range, containing about two arpents wide on the depth of the said number, taking from an end to the Bécancourt river and to the other end to the lot No. A-2, from one side to Arsène Blouin and the other side to Horace Bazin.

To be sold "en bloc" to the parochial church door of St-Louis de Blandford, county of Arthabaska, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Maurice Maheu,
Sheriff Office,
Arthabaska, June 22, 1942. 1448-26-2-o
[First publication, June 27, 1942]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Joliette
District de Québec, } LA COMMISSION DES
N° 1395 } ACCIDENTS DU
TRAVAIL DE QUÉBEC, corps politique et
incorporé ayant son siège social au N° 73 Grande-
Allée, en la cité de Québec, demanderesse; contre
J. A. H. HÉBERT, de Lanoraie, J. LAVOIE,
J. CÔTE, et H. QUICK, de la cité de Québec,
faisant affaires ensemble sous les nom et raison
sociale de "Le Syndicat de Mica de Québec" et
ayant leur bureau d'affaires à Lanoraie, P. Q.
Entreprise: Travaux miniers (Mica) a-s Notaire
J. A. H. Hébert, Lanoraie, P.Q., défendeurs.

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, comme étant une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (partie 287) avec une maison en pierre, serre, hangar, poulailler, etc, dessus érigés, le tout tel que clôture du côté est, à partie du chemin ou Fleuve Saint-Laurent, et du côté ouest par une ligne à être tracée à partir du chemin ou Fleuve, telle ligne devant passer à environ trente pieds (30) du côté est de la grange érigée sur le dit lot de terre et non vendu, pour venir en ligne droite à un poteau supportant une chantepleure, dans le jardin qui se trouve du côté ouest de la serre ci-haut mentionnée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 22 juin 1942. 1449-26-2-o
[Première publication, le 27 juin 1942]

MONTCALM

Cour Supérieure

Province de Québec, } DAME DIANA PI-
District de Montcalm, } LON, épouse sépa-
N° 2638 } rée de biens de Charle-
magne Therrien, cultivateur de Mont-St-Michel,
tous deux du district de Montcalm, et ce dernier
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
Demanderesse; WILLIAM FLEURENT, du
même lieu, Défendeur.

Une terre étant le lot de terre portant le numéro quarante-deux (42) du premier rang du canton Gravel, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton Gravel, avec les bâtisses dessus érigées, à distraire néanmoins dudit lot, les emplacements suivants:

Un emplacement de la contenance d'un arpent de largeur sur cinq arpents de profondeur étant

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Joliette
District of Quebec, } THE QUEBEC WORK-
No. 1395 } MEN'S COMPEN-
SATION COMMISSION, a body politic and
corporate having its head office at No. 73 Grande-
Allée, in the city of Quebec, plaintiff; against
J. A. H. HÉBERT, of Lanoraie, J. LAVOIE,
J. CÔTE and H. QUICK, of the city of Quebec,
carrying on business together under the firm name
and style of "Le Syndicat de Mica de Québec",
and having their business office at Lanoraie, P.Q.
Enterprise: Mining works (Mica) c-o Notary
J. A. H. Hébert, Lanoraie, P.Q., defendants.

An emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the Parish of Saint Joseph de Lanoraie, as being a part of lot number two hundred and eighty-seven (Part 287) with a stone house, hot-house, shed, poultry-house, etc., thereon erected, the whole as fenced in on the East side, from the road or the St. Lawrence River, and on the West side by a line drawn from the road or the River, the said line to pass at about thirty feet (30) from the East side of the barn erected on the said lot of land and not sold, to become a straight line at a post supporting a tap, in the garden which lies on the West side of the hot-house above mentioned.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lanoraie, the THIRTIETH day of the month of JULY, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, June 22, 1942. 1449-26-2
[First publication, June 27, 1942]

MONTCALM

Superior Court

Province of Quebec, } DAME DIANA PI-
District of Montcalm, } LON, wife sepa-
No. 2638 } rate as to property of
Charlemagne Therrien, farmer, of Mont-St-Michel, both of the District of Montcalm, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; WILLIAM FLEURENT, of the same place, defendant.

A farm, being that lot of land bearing number forty-two (42) in the first Range of the Township of Gravel, on the official plan and in the book of reference for said Township—with the buildings thereon erected, to be deducted, however, from said lot, the following emplacements:

An emplacement measuring one arpent in width by five arpents in depth, being the South-

la partie sud-ouest de la partie nord-ouest du lot de terre N° 42 du dit premier rang du canton Gravel, (p42) de cette partie nord-ouest du dit lot N° 42 situé au nord-ouest du chemin public qui traverse le dit lot, ledit emplacement ayant été cédé à la Corporation Episcopale Romaine de Mont-Laurier;

Aussi, à distraire du dit lot N° 42, les emplacements suivants: savoir: Cinq emplacements de la contenance chacun de quatre-vingts pieds de largeur par cent-vingt de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, chaque emplacement étant une partie du dit lot N° 42, et appartenant respectivement à Maxime Lanthier, Joseph Gagnon, Oscar Quevillon, William Florent et Joseph Pilon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Mont-St-Michel, MERCREDI, le HUITIÈME jour de juillet 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
MONT-LAURIER, le 1 juin 1942. GOD. LAMARCHE.
[Première publication, 6 juin 1942]

west part of the Northwest part of lot of land No. 42 of said first Range of the Township of Gravel (pt.42) of that Northwest part of said lot No. 42 situated on the Northwest of the public highway which runs across said lot, said emplacement having been assigned to "la Corporation Episcopale Romaine de Mont-Laurier";

Also, to be deducted from said lot No. 42, the following emplacements, to wit: five emplacements, each measuring eighty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less, each emplacement being a part of said lot No. 42 and belonging respectively to Maxime Lanthier, Joseph Gagnon, Oscar Quevillon, William Florent and Joseph Pilon.

To be sold at the parochial church door of Mont-St-Michel, on WEDNESDAY, the EIGHTH day of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, GOD. LAMARCHE,
MONT-LAURIER, June 1st, 1942. Sheriff.
[First publication, June 6th, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 5/42 } contre GÉRARD BEAULIEU, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Le lot N° 279 (deux cent soixante-dix-neuf) du cadastre officiel pour St-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé rue de Lanaudière, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 10 juin 1942. L. LAPIERRE.
[Première publication, 13 juin 1942]
[Deuxième publication, 27 juin 1942]

Fieri Facias

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 3604/39 } contre MARIE JUSTINE CÔTÉ, épouse séparée de biens de Joseph Letarte, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, et ledit JOSEPH LETARTE, mis en cause, pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

Le lot N° 3999 (trois mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement mesurant 40 pieds de front sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, borné par devant au nord par la rue O'Connell, au sud par les représentants Bouré, à l'est par les représentants Lallie, et du côté ouest par John Hearn, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 10 juin 1942. L. LAPIERRE.
[Première publication, 13 juin 1942]
[Deuxième publication, 27 juin 1942]

QUEBEC

Fieri Facias

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 5/42 } Against GÉRARD BEAULIEU, of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Lot No. 279 (two hundred and seventy-nine) on the official cadastre for "St-Roch Nord" now Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a vacant lot situated on de Lanaudière street — circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, June 10th, 1942. Sheriff.
[First publication, June 13th, 1942]
[Second publication, June 27th, 1942]

Fieri Facias

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3604/39 } Against MARIE JUSTINE CÔTÉ, wife separate as to property of Joseph Letarte, of our city of Quebec, in our district of Quebec, and the said JOSEPH LETARTE, mis en cause, to authorize and assist his said wife, to wit:

Lot No. 3999 (three thousand nine hundred and ninety-nine) of the official cadastre for Montcalm Ward, of the city of Quebec, being an emplacement measuring 40 feet in front by 40 feet in depth, more or less, bounded in front on the north by O'Connell street, on the south by the representatives of Bouré, on the east by the representatives of Lallie, and on the west side by John Hearn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. As the whole presently subsists, with the active and passive servitudes, without exception or reserve.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, June 10, 1942. Sheriff.
[First publication, June 13th, 1942]
[Second publication, June 27th, 1942]

Fieri Facias
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC,**
N° 3248/30 } contre **PAUL DESPRÉS,**
de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

Les subdivisions 19 et 20 (dix-neuf et vingt) du lot N° 2341-C (deux mille trois cent quarante et un-C) du cadastre officiel pour la paroisse St-Sauveur, de la cité de Québec, étant des emplacements situés à St-Malo, contenant respectivement 30 pieds de front sur une profondeur de 68 pieds, mesure anglaise, le tout plus ou moins, bornés vers le nord par une ruelle (N° 2341-C-24), vers le sud par la rue St-Gabriel (St-Bernard), vers l'est par le lot N° 2341-C-18, et à l'ouest par le lot N° 2341-C-21, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 10 juin 1942. 1313—24-2-o
[Première publication, 13 juin 1942]
[Deuxième publication, 27 juin 1942]

Fieri Facias
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC,**
N° 825/42 } contre **ULDÉRIC LAN-**
GEVIN, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Joseph Alfred Everell, en son vivant employé de chemin de fer, de la cité de Québec, à savoir:

La subdivision 244 (deux cent quarante-quatre) du lot N° 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel de St-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la 4ème Rue (actuellement rue de la Normandie) mesurant 25 pieds de front sur une profondeur de 80 pieds, ayant une superficie de 2000 pieds, mesure anglaise borné en front au sud-ouest par la 4ème Rue (de la Normandie), à la profondeur au nord-est par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par la subdivision 243, de l'autre côté au sud-est par la subdivision 247, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 10 juin 1942. 1314—24-2-o
[Première publication, 13 juin 1942]
[Deuxième publication, 27 juin 1942]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Rimouski.
N° 4094. } **CHARLES ÉMILE DIONNE;**
vs **MAURICE LEVESQUE,**
Ste-Anne-des-Monts, savoir:

Une maison en bois et hangar érigés sur un terrain sous bail d'environ 100 pieds de front sur 200 de profondeur étant partie du lot vingt-neuf (29), faisant partie du bloc B au cadastre officiel du canton Tourelle, bornée au nord au chemin, à l'est à Thomas Dupuis, au sud et à l'ouest à Joseph Levesque, avec droits au dit terrain suivant bail verbal.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne des Monts, le VINGT-

Fieri Facias
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC,**
No. 3248/30 } against **PAUL DESPRÉS,**
of our city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivisions 19 and 20 (nineteen and twenty) of lot No. 2341-C (two thousand three hundred and forty-one-C) of the official cadastre for the parish of St-Sauveur, of the city of Quebec, being emplacements situate at St-Malo, containing respectively 30 feet in front by a depth of 68 feet, English measure, the whole more or less, bounded on the north, by a lane, (No. 2341-C-24), on the south by St-Gabriel street (St-Bernard), on the east by lot No. 2341-C-18, and on the west by lot No. 2341-C-21—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, June 10th, 1942. 1313—24-2
[First publication, June 13th, 1942]
[Second publication, June 27th, 1942]

Fieri Facias
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC,**
No. 825/42 } against **ULDÉRIC LAN-**
GEVIN, of our city of Quebec, in our district of Quebec, in his quality of curator to the estate of the late Joseph Alfred Everell, in his lifetime railway employee, of the city of Quebec, to wit:

Subdivision 244 (two hundred and forty-four) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for St-Roch-North, now Jacques-Cartier Ward, of the city of Quebec, being a vacant lot situate on 4th street (actually de la Normandie street), measuring 25 feet in front by a depth of 80 feet, having an area of 2000 feet, English measure, bounded in front on the south-west by 4th street (de la Normandie), in depth on the north-east by a lane, on one side to the north-west by subdivision 243, on the other side to the South-East by subdivision 247, circumstances and dependencies.

To be sold, at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, June 10th, 1942. 1314—24-2
[First publication, June 13th, 1942]
[Second publication, June 27th, 1942]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Rimouski.
No. 4094. } **CHARLES ÉMILE DIONNE;**
vs **MAURICE LEVESQUE,**
Ste-Anne des Monts, to wit:

A wooden house and shed erected on a lot of land under lease, of about 100 feet in front by 200 in depth, being a part of lot twenty-nine (29), forming a part of block B of the official cadastre for the township Tourelle, bounded on the north by the road, on the east by Thomas Dupuis, on the south and west by Joseph Levesque—with rights to the said lot of land according to verbal lease.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Anne des Monts, the TWENTY-

HUIT JUILLET prochain, 1942, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 23 juin 1942.
[Première publication, 27 juin 1942]

Le shérif,
CHS. D'ANJOU,
1450-26-2-o

EIGHTH of JULY next, 1942, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rimouski, June 23, 1942.
[First publication, June 27, 1942]

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.
1450-26-2

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Joliette,
N° 7376
A VILA BEAUDOIN, industriel de St-Lin, district de Joliette, demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU DAME SOPHIE MARCUS, en son vivant veuve, de St-Lin, district de Joliette, défendeurs.

Un lot de terre situé en la paroisse de Ste-Sophie, district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro deux cent trente et un (231) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Ste-Sophie, avec toutes les bâtisses et dépendances y érigées et avec toutes les servitudes actives et passives pouvant exister sur le dit lot.

Le tout sauf erreur ou omission.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de Ste-Sophie, le HUIT JUILLET 1942 à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du shérif,
St-Jérôme, 28 mai 1942.
[Première publication le 6 juin 1942]

Le shérif,
ALBERT FOURNELLE,
1254-23-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
N° 7258
HORMISDAS HOULE, journalier, de la paroisse de Ste-Flore, demandeur; vs J. HENRI GUILLEMETTE, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

Un emplacement situé en cette cité des Trois-Rivières, sur et au nord-ouest de la rue Badeaux contenant environ trente-neuf pieds de front sur la dite rue Badeaux, et allant en rétrécissant de manière à n'avoir que trente-six pieds de largeur à la profondeur qui est de quatre-vingt-cinq pieds dans la ligne nord-est et quatre-vingt-trois pieds dans la ligne sud-ouest à mesure anglaise, connu et désigné sous le numéro six cent cinquante-neuf (659) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et droit d'entrée par le passage qu'il y a au sud-ouest du dit emplacement et dont le fonds appartient aux représentants de feu Hercule Girard, tel que le dit passage a été créé par un acte de vente consenti par M. Jos. Guilbert au dit Hercule Girard, devant F. Lottinville, notaire, le 19 juin 1873, et enregistré à Trois-Rivières, sous le n° 20,521, et à distraire du dit emplacement la partie qui en a été détachée du front d'icelui et vendu à la Corporation de la cité des Trois-Rivières pour l'élargissement de la rue Badeaux.

Pour être vendu à mon bureau dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, MARDI, le VINGT-HUIT juillet, 1942, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, le 23 juin 1942.
[Première publication, le 27 juin 1942]

Le shérif,
L. P. MERCIER,
1451-26-2-o

TERREBONNE

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 7376
A VILA BEAUDOIN, industrial of St. Lin, district of Joliette, demandant; vs THE HEIRS OF LATE DAME SOPHIE MARCUS, in her life time widow, of St. Lin, district of Joliette, defendants.

A lot of land situated in the parish of Ste Sophie, district of Terrebonne, known and designated under number two hundred thirty one (231) at the plan and official reference book for the parish of Ste Sophie with all the building and dependence thereon erected and with all the servitudes active and passive that may exist on the said lot.

The whole save error or omission.

To be sold at the church door of Ste Sophie, the EIGHTH JULY 1942 at TWO o'clock in the afternoon (daylight saving time).

Sheriff's Office,
St-Jérôme, May 28th, 1942.
[First publication, June 6th, 1942]

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff.
1254-23-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Trois-Rivières,
No. 7258
HORMISDAS HOULE, labourer, of the Parish of Ste-Flore, plaintiff; vs J. HENRI GUILLEMETTE, of the City and District of Trois-Rivières, defendant.

An emplacement situate in this City of Trois-Rivières, on and at the Northwest corner of Badeaux street, measuring about thirty-nine feet in front on said Badeaux street, and narrowing so as to measure only thirty-six feet in width at the depth, which is of eighty-five feet in the Northeast line, and eighty-three feet in the Southwest line, English measure, known and designated under number six hundred and fifty-nine (659) on the official cadastre for the City of Trois-Rivières—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and right of way by the passage existing on the Southwest of said emplacement, the ground of which belongs to the representatives of the late Hercule Girard, as said passage was created by a deed of sale made by M. Jos. Guilbert to said Hercule Girard, before F. Lottinville, notary, on the 19th of June, 1873, and registered at Trois-Rivières, under No. 20,521, and to be deducted from said emplacement, the part detached from the front thereof and sold to the Corporation of the City of Trois-Rivières, for the widening of Badeaux street.

To be sold at my office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, June 23rd, 1942.
[First publication, June 27th, 1942]

L. P. MERCIER,
Sheriff.
1451-26-2

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité paritaire des matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 2446, du 25 juin 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1400, du 11 juin 1942, le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1942, au 30 juin 1943; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret numéro 2446.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 2446 doivent également verser au Comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires par eux gagnés à la suite de l'exécution de travaux régis par ledit décret.

c) Les salariés assujettis au décret 2446 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules devant indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et envoyés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire. Ce comité se réserve le droit de faire assermenter ledit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être remis au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières, aux dates fixes suivantes: le 30 septembre et le 31 décembre 1942, le 31 mars et le 30 juin 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire des matériaux de construction pour la période comprise entre le 1er août 1942, et le 30 juin, 1943.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 2446, of June 25, 1940, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 1400, of June 11, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the 1st of July 1942 to the 30th of June 1943 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 2446.

b) All the artisans subject to decree No. 2446 must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree No. 2446 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report together with levies must be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requireable.

3. *Financial Report*

Pursuant to the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1942, March 31st and June 30th 1943.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Materials Joint Committee for the period comprised between August 1st 1942 and June 30th 1943 is annexed hereto.

COMITÉ PARITAIRE DES MATÉRIAUX DE
CONSTRUCTION

655 Immeuble New Birks—Montréal

Etat des recettes et déboursés pour la période
comprise entre le 1er août, 1942, et le 30 juin
1943.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels assujettis au décret numéro 2446 (½ de 1% de la liste de paye).....	\$3,000.00
Cotisations des salariés as- sujettis au décret 2446 (½ de 1% des salaires)...	3,000.00

Recettes:

a) du Comité conjoint de l'Industrie de la peinture.	2,400.00
b) du Comité conjoint de l'Industrie des Boîtes, Contenants et Ustensiles métalliques.....	2,400.00

\$10,800.00

Déboursés:

Salaires des inspecteurs et du bureau.....	6,932.00
Dépenses de voyage.....	755.00
Dépenses du bureau.....	1,333.00
Frais légaux.....	300.00
Indemnités et dépenses des membres du comité.....	1,080.00
Papeterie et impressions...	100.00
Frais de poste et de banque.	200.00
Divers.....	100.00

\$10,080.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin 1942. 1456-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la
Convention collective (Statuts refondus de Qué-
bec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes
donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre
du Travail, que les parties contractantes à la
convention collective de travail relative à l'indus-
trie de la confection pour hommes et garçons,
ratifiée par l'arrêté ministériel numéro 2991, du
10 novembre 1937, et le Comité conjoint de l'in-
dustrie des vêtements d'hommes et de garçons
lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter
la modification suivante audit décret:

Que le paragraphe "a" de l'article III soit
radié et remplacé par le suivant:

"a.—Zone 1:—44 heures constitueront une
semaine de travail de la manière suivante:

De 8 heures du matin à 6 heures du soir, avec
une heure pour le lunch, les lundi, mardi, mercredi
et jeudi, et de 8 heures du matin à 5 heures du
soir, avec une heure pour le lunch, les vendredi.

Exception:—Le Comité conjoint peut, à la suite
d'une demande par écrit d'un employeur, accom-
pagnée d'une pétition de la majorité des salariés,
accorder un permis spécial autorisant le change-
ment de distribution des heures de travail en
permettant aux salariés de commencer le travail

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

655 New Birks Building—Montreal

Estimate of receipts and disbursements for
the period from August 1st, 1942 to June
30th 1943.

Receipts

Levies from professional employers subject to De- cree No. 2446 (½ of 1% of payroll).....	\$3,000.00
Levies from employees sub- ject to Decree 2446 (½ of 1% of wages).....	3,000.00

Revenue from:

a) The Joint Committee of the Paint Industry.....	2,400.00
b) The Joint Committee of the Cans, Containers and Metallic Utensils Indus- try.....	2,400.00

\$10,800.00

Disbursements:

Office and Inspectors' Sal- aries.....	6,932.00
Travelling Expenses.....	755.00
Office Expenses.....	1,333.00
Legal Expenses.....	300.00
Committee Member's In- demnity and Expenses...	1,080.00
Office Stationery and Printing.....	100.00
Postage and Bank Charges.	200.00
Miscellaneous.....	100.00

\$10,080.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1942. 1456-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective
Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941,
chapter 163), notice is hereby given by the
Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour,
that the contracting parties to the collective
labour agreement relating to the men's and boys'
clothing industry, ratified by Order-in-Council
number 2991, of November 10, 1937, and the
Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing
Industry have presented to him a request to
modify the said decree in the following manner:

That subsection "a" of section III be stricken
off and replaced by the following:

"a.—Zone 1:—44 hours shall constitute one
week's work in the following manner:

From 8 o'clock in the morning until 6 o'clock
in the evening, with one hour for lunch, on
Mondays, Tuesdays, Wednesdays and Thursdays,
and from 8 o'clock in the morning until 5 o'clock
in the evening, with one hour for lunch, on
Fridays.

Exception:—The Joint Committee may, upon
written request from an employer, duly supported
by a petition signed by the majority of his em-
ployees, grant a special permit for a specified
period of time to change the distribution of
working hours in such employer's establishment

à 7 heures du matin et à le terminer à 5 heures du soir, avec une heure pour le lunch, les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et de commencer le travail à 7 heures du matin et à le terminer à 4 heures du soir, avec une heure pour le lunch, les vendredi.

Tout travail exécuté en dehors des heures ci-dessus mentionnées ou tel que spécifié dans le permis spécial émis par le Comité conjoint, sera considéré comme travail supplémentaire et devra être rémunéré au taux de temps et une demie."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin 1942.

1453-0

by allowing the employees to begin work at 7 A.M. and terminate work at 5 P.M. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, with one hour for lunch, and to begin work at 7 A.M. and terminate work at 4 P.M. on Fridays, with one hour for lunch.

Any work performed outside of the hours hereinabove specified or as may be allowed by special permit of the Joint Committee, shall be considered as overtime and such work shall be paid for at the rate of time and one half."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1942.

1453-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1457, du 17 juin 1942, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1942 au 30 juin 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon dans leur propre métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire, et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le comité a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le comité paritaire présentera

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order-in-Council number 1457, of June 17, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1. Levy

The period of Levy shall extend from the 1st of July 1942 to the 30th of June 1943 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, paid to their employees subject to the decree.

b) All the artisans subject to the decree must also pay to the Parity Committee, $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage rate fixed for journeymen of their trade.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and commissions.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee

un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1942 et 31 mars et 30 juin 1943.

Est annexé à la présente requête un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le 1er juillet 1942 et le 30 juin 1943.

BUDGET du Comité paritaire des métiers de la Construction pour les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

du 1er juillet 1942 au 30 juin 1943.

Recettes probables:

Employeurs professionnels..	\$ 1,787.00
Salariés.....	1,795.00
Artisans.....	250.00
Certificats de qualification..	200.00
Amendes et dommages-intérêts liquidés.....	500.00
	\$4,532.00
Surplus revenu-antérieur....	825.32
	\$5,357.32

Dépenses probables:

Loyer.....	\$ 180.00
Téléphone.....	60.00
Taxes d'affaires et d'eau....	27.32
Eclairage.....	15.00
Impression-papeterie.....	150.00
<i>Salaires:</i>	
Gérant.....	1,745.00
Inspecteur.....	1,495.00
Sténographe.....	975.00
Concierge.....	60.00
Gratification: bureau des inspecteurs.....	100.00
Dépenses de voyages des officiers.....	250.00
Frais judiciaires: procureur, avocat.....	100.00
Auditeur.....	15.00
Réfection du bureau et meubles.....	35.00
Dépenses imprévues.....	150.00
	\$5,357.32

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin 1942. 1457-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Hull lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 968, du 3 juin, 1938, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment:

1. Que les mots "et de rénovation" soient ajoutés à la suite des mots "travaux de peinture" mentionnés au commencement du paragraphe "b" de l'article I.

2. Que les mots "exécutés sur panneaux-réclames, permanents ou temporaires" soient ajoutés au paragraphe "c" de l'article I.

shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1942, March 31st and June 30th, 1943.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between July 1st, 1942 and June 30th, 1943, is annexed hereto.

BUDGET of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties.

From July 1st, 1942, to June 30, 1943.

Probable receipts:

Professional employers.....	\$ 1,787.00
Employees.....	1,795.00
Artisans.....	250.00
Certificates of competency..	200.00
Fines and liquidated damages	500.00
	4,532.00
Surplus-previous income....	825.32
	\$5,357.32

Probable expenses:

Rent.....	\$ 180.00
Telephone.....	60.00
Business and water taxes....	27.32
Lighting.....	15.00
Printing and stationery.....	150.00
<i>Salaries:</i>	
Manager.....	1,745.00
Inspector.....	1,495.00
Stenographer.....	975.00
Janitor.....	60.00
Gratification: office of inspectors.....	100.00
Travelling expenses.....	250.00
Judicial fees: solicitor, lawyer	100.00
Auditor.....	15.00
Repairs: office and furniture..	35.00
Unforeseen expenses.....	150.00
	\$5,357.32

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, June 27, 1942. 1457-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Building Trades of Hull has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 968, of June 3, 1938, and amendments, relating to the buildings trades:

1. That the words "and renovation" be added after the words "performing painting" mentioned in subsection "b" of section I.

2. That the words "performed on permanent or temporary sign-boards" be added to subsection "c" of section I.

3. Que les mots "Travailleur en armature de béton", mentionnés deux fois au paragraphe "p" de l'article I, soient radiés et remplacés par les mots "poseur de solives d'acier et de lattes métalliques pour plancher de béton".

4. Que le paragraphe "d" suivant soit ajouté à l'article II:

"d. Pour les fins d'application du présent décret, lorsque plusieurs contrats sont octroyés à un ou plusieurs entrepreneurs par le même propriétaire, et que ces travaux sont exécutés sur le même terrain, le montant global de ces différents contrats décidera de la zone à laquelle ces contrats appartiendront."

5. Que le paragraphe de l'article III intitulé "Dispositions spéciales" soit radié et remplacé par le suivant:

"Dispositions spéciales: Les ouvriers d'une zone allant travailler dans une autre zone ont le même salaire que celui payé dans la zone où ils résident habituellement et, en plus, leur passage, aller et retour, ainsi que leur pension sont payés par l'entrepreneur en cause."

6. Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "6" de l'article XV:

"Un apprenti ne doit pas travailler seul sur un chantier avant d'avoir complété sa deuxième année de service dans son métier. Pour travailler seul, il doit être sous la direction d'un employeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin, 1942.

1461-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est,

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil national catholique des Métiers de la Construction des Cantons de l'Est, Inc., pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

1. Définitions: a. 1. Le mot "employeur" signifie toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie pour son compte un ou plusieurs salariés.

2. Tout entrepreneur ayant la surveillance ou la responsabilité d'un ouvrage, qui exécute du travail de métier, sera considéré comme ouvrier de ce métier, et son salaire sera fixé conformément aux taux de salaires ci-après stipulés.

3. Le mot "entrepreneur" désigne et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui travaille seule, ou emploie des ouvriers, ou qui surveille ou entreprend pour le

3. That the words "Concrete metal bracing worker" mentioned in subsection "p" of section I be stricken off and replaced by the words "Concrete reinforcing steel or rod-man".

4. That the following subsection "d" be added to section II:

"d. For the purposes of enforcement of the present decree, when many contracts are given to one or many contractors by the same person, and when the works are performed on the same premises, the total amount of these various contracts shall determine the zone in which they shall be classified."

5. That the subsection of section III entitled "Special provisions" be stricken off and replaced by the following:

"Special provisions: The workers of one zone working in another shall receive the same wage rate as that paid in the zone where they live and, moreover, their fare, round trip, and their board shall be paid by their contractor."

6. That the following paragraph be added to subsection "6" of section XV:

"An apprentice shall not work alone on a field before having completed the second year of his service in the trade. When working alone, he shall be under the direction of an employer."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the contracting parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1942.

1461-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties hereinafter mentioned have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil national catholique des Métiers de la Construction des Cantons de l'Est, Inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

1. Definitions: a. 1. The word "employer" signifies any person, company, association or corporation who employs on his own account one or more employees.

2. Any contractor having the supervision or the responsibility of the works and carrying on a tradesman's work shall be considered as an employee of the trade and his hourly wages shall be fixed according to the hereinafter mentioned scale of wages.

3. The word "contractor" signifies and comprises any person, company, association or corporation who works alone or employs workmen or supervises or undertakes for others, by the

compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, quelques-uns des travaux mentionnés au paragraphe "a" de l'article II.

b. Le mot "compagnon" désigne, dans chacun des métiers décrits, tout ouvrier qui a terminé son apprentissage.

c. Les mots "compagnon-briqueur" signifient et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, le bloc de gypse et qui tire les joints.

d. Le mot "maçon" signifie tout ouvrier qui pose toute pierre naturelle et artificielle, le granit et qui tire les joints.

e. Les mots "compagnon-plâtrier" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduit de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuc, de moulure pour le coulage d'ornements et qui polit le ciment.

f. Le terme "finisseur de ciment" signifie et comprend tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquet et revêtements unis ou d'ornementation; met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

g. Par "charpentier-menuisier", il faut entendre tout ouvrier qui fait l'assemblage des pièces de bois, planche murale en composition et toute latte et composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier "truscon" avec ou sans latte métallique, ces derniers pourront être posés indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les manœuvres.

h. Le terme "ferblantier-couvreur" signifie et comprend toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc.

i. Les couvertures en papier-bardeau ou en papier d'amiante et la tôle non-soudée ou non-agrafée qui s'y rapporte seront posées indifféremment par les charpentiers-menuisiers ou les couvreurs.

j. Les termes "plombier" et "mécanicien en tuyauterie" signifient tout ouvrier qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer; poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz ou à air et exécuter au besoin tout autre travail connexe. Ces ouvriers, en ce qui touche leur licence, sont régis par la loi des mécaniciens en tuyauterie.

k. Les mots "peintre" et "tapissier" désignent tout salarié qui peinture les surfaces intérieures ou extérieures, sable lesdites surfaces, pose les vitres, applique le mastic, travaille à la torche, pose le papier tenture, enlève le vieux papier tenture et exécute tout autre travail connexe requis.

l. Les mots "mécanicien de machine fixe ou portative" signifient et comprennent toute personne préposée à la surveillance de l'érection d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci, pourvu que telle surveillance ou telle opération soit faite à l'occasion des travaux de construction des immeubles ou à leur entretien.

hour or by the day or by the job, by verbal or written agreement or otherwise, some of the works mentioned in paragraph "a" of section II.

b. The word "journeyman" designates, in each of the given trades, any employee who has terminated his apprenticeship.

c. The words "journeyman-bricklayer" signify and comprise any workman who lays bricks, terra-cotta, artificial stone, block gypsum and points the joints.

d. The word "mason" signifies any person who lays natural or artificial stone or granite and points the joints.

e. The words "journeyman-plasterer" designate any workman who does the plastering of celanite, mortar, cement, stucco; mouldings for the pouring of plaster ornaments and the polishing of cement.

f. The term "cement finisher" signifies and comprises any workman who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings, places and again the sides and covering in cement, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any other related work. Work on walls to be done after floor work is limited inasmuch as the cement finisher is concerned to the height of the plinth.

g. By "carpenter-joiner" it is meant any workman who assembles pieces of wood or composition-board or composition laths, who does carpentry work, repairs wooden objects, lays roofing paper, asbestos-board, tar-paper, and executes any wood work on construction.

When wooden small joists are replaced by steel ones "truscon" with or without metal laths, those of steel may be set indifferently by carpenters-joiners or erectors of metallic frame-work.

h. The words "tinsmith-roofer" signify and comprise any person who does roofing work in tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tarred paper, manufactures any objects in tin, sheet iron or copper, viz: cornices, ornamental work, ventilators, gutters, etc.

i. Roofings of paper or asbestos shingle as well as non-welded or non-hooked sheet iron attached therewith shall be either laid by carpenters-joiners or by roofers.

j. The words "plumber" and "pipe-mechanic" signify any worker who can, under direction, install and repair sanitary appliances; perform steam, water, gas, or air piping and do other related work as required; install and maintain heating apparatus, such as stokers, oil heaters, gasoline pumps and execute when necessary any other related work. These workmen, inasmuch as their license is concerned, are governed by the Pipe Mechanics' Act.

k. The words "painter" and "paper hanger" mean any employee who paints interior or exterior surfaces, sands the said surfaces, does glazing, lays mastic, works with torch, hangs wall-paper, takes off the old wall-paper, and performs any other related work as required.

l. The words "stationary engine-man" mean and include every person in charge of the supervision of an installation of motive power or of the operating thereof provided that such supervising or operations be executed following the construction or maintenance of buildings.

m. Les mots "chauffeur de bouilloire" signifient tout ouvrier qui, sous direction, voit aux feux des bouilloires d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et maintenir la vapeur à la pression désirée; fait fonctionner et entretient les injecteurs, les jauges à eau et à vapeur, les bouilloires d'eau d'alimentation et les pompes ainsi que les autres appareils; fait fonctionner, entretient les bouilloires, nettoie les chaudières au moyen de l'air comprimé ou de la vapeur; fait les réparations nécessaires au bon fonctionnement des bouilloires et exécute au besoin tout autre travail connexe.

Nonobstant la présente définition, seuls les chauffeurs de bouilloires travaillant à l'occasion de la construction ou de la réparation d'un immeuble sont visés par les présentes.

n. Le terme "compagnon électricien" signifie et comprend toute personne qui détient la licence "c" en exécution de la loi des électriciens et des installations électriques.

o. Les mots "installations électriques" signifient et comprennent toutes les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique et de force motrice électrique, les installations de paratonnerres, y compris dans tous les cas, les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal d'alimentation, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service public.

p. Le terme "ouvrier en fer structural" signifie toute personne qui pose les structures métalliques dans les travaux de construction d'édifices, ponts, viaducs, tunnels et qui fait, au besoin, tout autre travail connexe.

q. Les mots "construction" et "bâtiment" comprennent tous les travaux mentionnés dans la description de la juridiction industrielle, en l'article II. Tout posage d'ornementation ou de structure en verre ou en métal, ou planche murale en composition dénommée "vitrolite" ou autrement sera également considéré comme ouvrage de construction.

r. Le terme "foreur" désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer, dans le roc, des trous de tirage à la poudre ou pour faire des travaux de démolition, qui remplit les trous d'explosifs et les fait sauter et qui exécute au besoin tout autre travail connexe.

s. Le mot "manœuvre" signifie toute personne qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les briqueteurs, maçons, plâtriers, menuisiers, travaille à la démolition, fait et défait des échafauds et tous autres travaux qui n'entrent pas dans les métiers décrits plus haut.

II. a. *Juridiction industrielle*: Le décret s'appliquera à tous les travaux de construction, installation, réfection, réparation, entretien, démolition, additions permanentes et déplacements de bâtisses, d'immeubles, chemins, routes, aqueducs, égouts, canaux, tunnels, ponts, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, nivellement et terrassement, installation électrique, ligne de transmission électrique, système de plomberie, système de chauffage et tout autre travail de semblable nature.

b. La juridiction territoriale du décret comprendra les comtés de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missis-

m. The word "fireman" means and includes any worker who, under direction, takes care of boiler fires on stationary or on moveable steam equipment, maintains an even fire bed and with economic use of fuel, maintains the steam at the proper pressure; operates and tends injectors, steam and water gauges, feed water heaters and pumps and other appliances, cleans boiler tubes with compressed air or steam; makes operating repairs to boilers and performs other related work as required.

Notwithstanding the present definition, only the boiler firemen working on the construction or repairing of buildings are hereby governed.

n. The words "journeyman electrician" signify and comprise any person holding a license "c" under the Electricians' and Electrical Installations' Act.

o. The words "electrical installations" mean and comprise all installations for the purposes of electrical lighting, electrical heating and electric power, the installation of lightning rods, including in every instance, wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus, forming part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the public or municipal service system supplying it, which connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest the public line.

p. The words "structural iron worker" signify workmen who erect structural steel in the construction of buildings, bridges, viaducts, tunnels, subway works; and perform other related work as required.

q. The words "construction" and "building" comprise all the works mentioned in the description of the industrial jurisdiction, in section II. Any ornamental or structural erection performed with glass or metal or composition-board known as "vitrolite" or otherwise shall also be considered as construction work.

r. The term "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to make holes in rock, for powder blasting or for demolishing works, who fills such holes with explosives and fires them up and who performs any related work if required.

s. The word "labourer" means any person engaged in digging, filling, levelling operations, and any one serving bricklayers, masons, plasterers, joiners, doing demolition work, erecting and dismantling scaffolds and performing any other works not comprised in the trades hereabove described.

II. a. *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to all works of construction, installation, refection, repairing, maintenance, demolishing, permanent additions and moving of buildings, roads, water powers, water works, irrigation, channels, tunnels, bridges, sustaining walls, airports, landing grounds, levelling, earthworks, electrical installations, electrical transmission lines, plumbing and heating systems and any other work of this nature.

b. The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brome, Missis-

quo, Richmond, Wolfe et Arthabaska. La présente juridiction sera désignée sous le nom de "District des Cantons de l'Est".

Pour les fins d'application du décret, ladite juridiction territoriale est divisée en cinq (5) zones, comme suit:

Zone I: La cité de Sherbrooke et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites;

Zone II: La cité de Granby, la ville de Waterloo, la municipalité de Farnham, la ville de Cowansville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites;

Zone III: Les municipalités de Lac Mégantic, Windsor Mills, les villes d'Asbestos, Magog, Victoriaville, et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, y compris Arthabaska;

Zone IV: La ville de Coaticook et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites;

Zone V: Le reste de la juridiction territoriale.

III. *Taux minima de salaires:* a. Les taux minima de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-après:

quo, Richmond, Wolfe et Arthabaska. The present jurisdiction shall be known as the "Eastern Townships District".

For the purposes of the decree, the said territorial jurisdiction is divided into five (5) zones, as follows:

Zone I: The city of Sherbrooke and that territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits;

Zone II: The city of Granby, the town of Waterloo, the municipality of Farnham, the town of Cowansville and that territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits;

Zone III: The municipalities of Lac Mégantic, Windsor Mills, the towns of Asbestos and Magog and that territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits, including Arthabaska.

Zone IV: The town of Coaticook and that territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits;

Zone V: The remainder of the territorial jurisdiction.

III. *Minimum rates of wages:* a. The minimum rates of wages shall be the following for each of the hereinafter mentioned trades:

	Salaires horaires — Hourly rates				
	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV	Zone V
Briqueteurs, maçons — Bricklayers, masons.....	\$ 0.85	\$ 0.80	\$ 0.75	\$ 0.70	\$ 0.60
Plâtriers — Plasterers.....	0.85	0.70	0.75	0.70	0.60
Maçons de pierre à solage — Masons, basement stones	0.75	0.70	0.65	0.60	0.50
Finisseurs de ciment — Cement finishers.....	.....	0.50	0.55	0.50	0.45
Charpentiers-menuisiers — Carpenters-joiners.....	0.65	0.60	0.60	0.50	0.40
Peintres et tapissiers — Painters and paper hangers..	0.55	0.45	0.45	0.40	0.35
Peintres (travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur) — Painters (for work performed over 45 feet high)	.....	0.75	0.75	.....	.....
Peintres, machines à asperger — Painters, spraying machine.....	.....	0.60	0.60	.....	.....
Lettreurs — Letterers.....	.....	0.55	0.55	.....	.....
Mécaniciens en tuyauterie — Pipe mechanics:					
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services).....	0.90	0.75	0.80	0.70	0.55
Compagnons — Journeymen.....	0.60	0.45	0.50	0.45	0.30
Jeunes compagnons — Junior Journeymen.....					
1er semestre — 1st six months.....	0.45	0.35	0.40	0.30	0.20
2ième semestre — 2nd six months.....	0.50	0.40	0.45	0.35	0.25
Ferblantiers-couvreurs — Tinsmiths-roofers.....	0.60	0.45	0.50	0.45	0.30
Electriciens — Electricians:					
Entrepreneurs (services personnels) — Contractors (personal services).....	0.85	0.70	0.80	0.75	0.50
Compagnons — Journeymen.....	0.60	0.60	0.55	0.50	0.40
Mécaniciens de machines fixes ou portatives à vapeur (ou \$30.00 par semaine dans la zone I) — Enginemen, stationary or portable steam engines (or \$30.00 per week in zone I).....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.40
Chauffeurs de bouilloires — Boiler firemen.....	0.50	0.40	0.40	0.40	0.30
Opérateurs de malaxeurs à vapeur — Enginemen- steam mixers.....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.40
Opérateurs de malaxeurs à gazoline ou à l'électricité — Enginemen, gasoline or electrically driven mixers.	0.45	0.35	0.40	0.35	0.30
Opérateurs de grues à vapeur — Enginemen—steam cranes.....	0.60	0.50	0.50	0.40	0.30
Opérateurs de grues à gazoline ou à l'électricité — Enginemen—gas or electricity driven cranes.....	0.45	0.40	0.40	0.40	0.30
Opérateurs de tracteurs et compresseurs — Enginemen, tractors and compressors.....	0.55	0.50	0.50	0.50	0.40
Poseurs de marbre, terrazzo ou tuile — Marble setters, terrazzo layers and tile setters.....	0.45	0.50	0.50	0.50	0.50
Préposés au polissage du terrazzo (à sec) — Terrazzo polishers (dry).....	0.45	0.50	0.50	0.50	0.50
Préposés aux machines à polir le terrazzo (humide) — Men on terrazzo polishing machines (wet).....	0.45	0.45	0.45	0.45	0.45
Poseurs de gicleurs — Sprinklers fitters.....	0.60	0.55	0.55	0.50	0.50
Travailleurs en fer ornemental (érection) — Ornamental iron workers (erecting).....	0.50	0.40	0.40	0.40	0.40

Salaires horaires — Hourly rates
Zone I Zone II Zone III Zone IV Zone V

Foreurs et préposés au sautage des mines — Drillers and shot firers.....	0.55	0.50	0.50	0.40	0.35
Chauffeurs de camion automobile — Truck drivers..	0.45	0.40	0.40	0.40	0.35
Charretier, conducteur — Carter, horse-driver.....	0.45	0.40	0.40	0.35	0.30
Manœuvres — Labourers.....	0.45	0.35	0.40	0.35	0.30
Chaudronniers, monteurs et mécaniciens de machines génératrices à vapeur — Boiler makers, steam generation mechanics and erectors.....	0.87	0.87	0.87	0.87	0.87
Aides — Helpers.....	0.64	0.64	0.64	0.64	0.64
Gardiens de nuit (par semaine maximum de 72 heures) — Night watchmen (per week of 72 hours).....	16.00	15.00	14.00	14.00	13.00

b. Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes seront rémunérés au taux de dix (\$0.10) sous de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

c. Notwithstanding the provisions of the preceding schedule, in the town of Cowansville et la municipalité de Farnham et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, le salaire des peintres-tapissiers est de \$0.55 l'heure.

d. *Dispositions relatives aux mécaniciens en tuyauterie, ferblantiers-couvreurs et électriciens seulement:*

Pour tout travail exécuté le dimanche et les fêtes religieuses d'obligation, les employés recevront salaire et demi.

Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence de l'employé, le transport et la pension seront à la charge de l'employeur, sans pour cela que le salaire du salarié soit réduit.

IV. Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou fabrication) de fer structural, de réservoir et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, sera rémunéré au taux horaire minimum de quatre-vingt-sept (0.87) cents.

Tout démantèlement de fer structural et de métal laminé sera rémunéré au même taux que pour l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et bouilloires portatives de moins de deux tonnes sera considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de cinquante-trois (0.53) cents.

Il peut y avoir un apprenti par sept (7) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à sept (7).

V. *Chaudronniers:* Le travail des chaudronniers comprend, sans enfreindre les dispositions de l'article V du présent décret, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de tuyaux (*hoppers*), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (*conveyors*), de réservoirs et de tout métal laminé.

Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

VI. *Machines génératrices à vapeur: Étendue du travail:* Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également sans enfreindre les lignes générales tracées ci-haut, le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur les bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'aligne-

b. Foremen who have the supervision of a gang shall be paid ten (\$0.10) cents more per hour than the rate of wages fixed for their trade.

c. Notwithstanding the provisions of the preceding schedule, in the town of Cowansville and the municipality of Farnham and that territory included in a radius of five (5) miles from their limits, the wage rate for painters and paper hangers is \$0.55 per hour.

d. *Provisions respecting pipe-mechanics, tin-smiths-roofers and electricians only:*

Any work performed on Sundays and religious holidays shall be paid time and a half.

For work performed outside the place of residence of the employee, the employer shall provide for the latter's transportation and boarding without any reduction on the wages of the said employee.

IV. All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than eighty-seven cents (0.87) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than fifty-three (0.53) cents per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every seven (7) structural iron workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural iron workers employed is less than seven (7).

V. *Boilermakers:* The operations of boiler makers shall include, without impairing the provisions of section V of the present decree, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helper apprentices in this category of work shall be one (1) to five (5) mechanics.

VI. *Steam generation: Scope of work:* The operation of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (or) fuel burning and without impairing the foregoing generality shall include such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps

ment d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc. et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils devront toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Le démontrement des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapportera le même taux que pour le montage.

Toutefois, le présent décret ne régit pas lesdits travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude.

Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (*stokers*) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds et moins auront droit à un salaire horaire de 0.70 et leur durée de travail sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière; leurs aides seront rémunérés à raison de 0.47 l'heure. Dans cette catégorie, il y aura un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

VII. Les salaires doivent être payés chaque semaine.

VIII. *Durée du travail*: 1. La durée du travail de tout salarié assujéti au présent décret ne devra pas excéder huit (8) heures par jour, aménagées entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. La durée hebdomadaire du travail sera de quarante-huit (48) heures. Toutefois, les mécaniciens en tuyauterie, les ferblantiers-couvreurs et les électriciens pourront répondre aux appels d'urgence.

2. Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires sera rémunéré au taux de salaire et demi, même si un salarié change d'employeur.

3. Tout travail urgent qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, pourra être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers. L'employeur devra aviser le Comité paritaire de cette dérogation. Cependant tel travail demeure sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-huit (48) heures par semaine. Il sera toujours loisible aux entrepreneurs d'organiser la double ou la triple équipe pourvu que telle équipe ne travaille pas plus de huit (8) heures par journée de 24 heures.

VIIIa. Dans les limites du comté d'Arthabaska, la durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties comme suit: neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, aménagées entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.; huit (8) heures le vendredi, aménagées entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi, sauf pour la période du 1er novembre au 1er mars, durant laquelle la semaine de travail sera de quarante-huit (48) heures et la journée, de huit (8) heures.

IX. *Gîte et couvert*: Une déduction de \$1.00 par semaine et par chambre est autorisée si l'ouvrier loge chez son employeur; une déduction maximum de \$0.25 par repas sera autorisée si cet ouvrier est pensionné par son patron.

X. Il est expressément stipulé que tout contrat conclu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet à moins qu'il ne soit possible de démontrer que le montant dudit contrat, déduction

pulverizers, stokers, etc. and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but shall at all times work under the supervision of a skilled mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof, for the purpose of reinstallation, shall bear the same rate as erection.

However, the present decree shall not govern works performed on direct water heating systems.

Notwithstanding the provisions of the preceding sub-sections, workers doing the installation of stokers in furnaces with an horizontal heating surface of twenty (20) feet and less, shall be entitled to an hourly rate of 0.70, and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours, without daily limitation; their helpers shall receive 0.47 per hour. In this category, the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

VII. Wages shall be paid each week.

VIII. *Duration of labour*: 1. The duration of labour for any employee governed by the present decree shall not exceed eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. The weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours. However, pipe mechanics, tinsmiths-roofers and electricians may answer urgent calls.

2. All work performed outside the regular hours shall be paid for at the rate of time and one half, even if the employee changes of employer.

3. Any urgent work which cannot possibly be performed during the regular working periods hereinabove mentioned, may be performed in other periods of the day, at regular rates; the employer shall notify the Parity Committee of such derogation. However, such work is subject to the daily limitation of eight (8) hours and to the weekly limitation of forty-eight (48) hours. Contractors may set up the two or three-shift system provided such shifts do not work more than eight (8) hours per day of 24 hours.

VIIIa. Within the limits of Arthabaska county, the weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours distributed as follows: nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, taking place between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.; eight (8) hours on Friday, taking place between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and four (4) hours on Saturday, between 8.00 a.m. and 12.00 noon. However, the weekly duration of labour shall be, forty-eight (48) hours and the daily period shall be eight (8) hours from November 1st to March 1st.

IX. *Room and board*: A deduction of \$1.00 per week and per room is allowed if the said employee live with his employer; a maximum deduction of \$0.25 per meal is authorized if the employee is boarded by his employer.

X. It is expressly stipulated that all contracts entered into between an employer and one or many employees on piece work basis are invalid, unless it can be established that the amount of such contracts, excluding the price of building

faite des matériaux de construction, est équivalente au taux de salaire légal horaire des ouvriers employés, en tenant compte du nombre réel d'heures de travail faites et du nombre d'employés engagés.

XI. Les compagnons qui, en raison de leur âge ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, ou tout entrepreneur qui jugera qu'un ouvrier ne peut donner ledit rendement, pourront référer le cas au Bureau des examinateurs du Comité conjoint pour le métier intéressé, lequel pourra, s'il y a lieu, reviser l'échelle de salaires pour chacun des cas soumis à son attention. Le refus du Bureau des examinateurs est sujet à appel au Comité conjoint et si celui-ci refuse, au ministre du Travail.

XII. *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

Le travail exécuté le dimanche et les fêtes religieuses d'obligation, c'est-à-dire le 1er janvier, le 6 janvier, la fête de l'Ascension, la Toussaint (1er novembre), l'Immaculée Conception, le jour de Noël, ainsi que le Vendredi Saint, le 24 juin, le 1er juillet et la Fête du Travail, sera rémunéré au taux de salaire double.

APPRENTISSAGE

XIII. a. Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus, ni ne devra être âgé de plus de 25 ans.

Toute personne, âgée de 25 à 30 ans, qui se présentera devant le Bureau des examinateurs du Comité conjoint pour avoir un certificat d'apprenti, devra fournir un affidavit à l'effet qu'elle a travaillé au moins douze (12) mois pour un employeur professionnel avant d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq (25) ans.

b. A compter de la date de la mise en vigueur du décret, le nom de tout apprenti devra être inscrit dans un registre tenu par le Comité conjoint.

c. Ledit registre devra mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti. Il devra contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d. Le Comité conjoint devra fournir à chaque apprenti, un livret dit "livret d'apprentissage" qui devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs devront indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti.

e. Pour les métiers de briquetier, plâtrier, maçon, charpentier-menuisier et peintre, il n'y aura qu'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de trois (3).

Il est entendu qu'aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul, celui-ci devra toujours être accompagné d'un compagnon ou d'un entrepreneur de son métier.

f. L'apprentissage comporte 48 mois de travail du métier sous la surveillance d'un entrepreneur approuvé par le Comité conjoint; toutefois, dans le cas où un apprenti suivra un cours dans une école industrielle ou de métier, chaque heure d'étude équivalra à une (1) heure d'apprentissage pourvu que les études se fassent concurremment avec le travail.

materials, is equal to the amount of the legal wage rate per hour of workmen employed and calculated on the basis of the actual number of hours worked and workmen engaged.

XI. Journeymen who due to advanced age or infirmity are unable to give the service of a competent worker, or any contractor who may judge that a worker cannot give the said service, may have the case referred to the Joint Committee's Board of Examiners for the contemplated trade, which Board of Examiners may, if expedient revise the scale of wages for each of the cases submitted to its attention. A refusal from the Board is subject to an appeal to the Joint Committee and if the latter refuses, to the Minister of Labour.

XIII. *Overtime work*: Any overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

All work performed on Sundays and on Holidays, i.e. on the 1st of January, the 6th of January, Ascension Day, All Saints Day (1st of November), Immaculate Conception, Christmas Day, as well as on Good Friday, June 24th, the 1st of July and Labour Day, shall be paid at the rate of double time.

APPRENTICESHIP

XIII. a. No apprentice in one of the other of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before 16 years of age nor after 25 years.

Any person, from 25 to 30 years old, appearing before the Board of Examiners of the Parity Committee to obtain a certificate of apprentice, shall furnish an affidavit proving that he has been in the employ of a professional employer during at least twelve (12) months before the age of twenty-five (25).

b. From the date of the enforcement of the decree, every apprentice shall have his name registered by the Joint Committee.

c. In such register, shall be mentioned the name, age and address of the apprentice. Shall also be stated the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of continuity or the training of the apprentice, the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

d. The Joint Committee shall furnish to each apprentice, a booklet said "apprenticeship booklet" stating the periods of time passed with each employer. The employers shall give, under their signature, the dates of beginning and ceasing of employ of the apprentice.

e. For the following trades: bricklayer, plasterer, mason, carpenter-joiner and pointer, only one (1) apprentice shall be employed to each three (3) journeymen or fraction thereof.

It is understood that no apprentice may be put to work alone by an employer; such apprentice shall always be accompanied by a journeyman or by a contractor of his trade.

f. The apprenticeship is of 48 months of work under the supervision of a contractor recognized by the Joint Committee; however if an apprentice is studying in an industrial school, each hour of study should be equivalent to one (1) hour of apprenticeship provided the studying be made with labour.

g. Les taux de salaires des apprentis seront les suivants:

g. Wage rates for apprentices shall be as follows:

Salaires horaires — Hourly rates
Zone I Zone II Zone III Zone VI Zone V

Métiers — Trades:
Briqueurs, maçons — Bricklayers, masons:

1ère année — 1st year.....	\$ 0.35	\$ 0.24	\$ 0.30	\$ 0.25	\$ 0.20
2ième année — 2nd year.....	0.45	0.36	0.40	0.35	0.30
3ième année — 3rd year.....	0.55	0.48	0.50	0.45	0.40
4ième année — 4th year.....	0.65	0.60	0.60	0.55	0.45

Plâtriers — Plasterers:

1ère année — 1st year.....	0.35	0.21	0.30	0.25	0.20
2ième année — 2nd year.....	0.45	0.30½	0.40	0.35	0.30
3ième année — 3rd year.....	0.55	0.42	0.50	0.45	0.40
4ième année — 4th year.....	0.65	0.52½	0.60	0.55	0.45

Finisseurs de ciment — Cement finishers:

1ère année — 1st year.....	.....	0.25	0.25	0.20	0.20
2ième année — 2nd year.....	.....	0.35	0.35	0.30	0.30
3ième année — 3rd year.....	.....	0.40	0.40	0.35	0.35
4ième année — 4th year.....	.....	0.45	0.45	0.40	0.40

Charpentiers-menuisiers — Carpenters-joiners:

1ère année — 1st year.....	0.35	0.30	0.30	0.25	0.20
2ième année — 2nd year.....	0.40	0.35	0.35	0.30	0.25
3ième année — 3rd year.....	0.45	0.40	0.40	0.35	0.30
4ième année — 4th year.....	0.50	0.45	0.45	0.40	0.35

Peintres — Painters:

1ère année — 1st year.....	0.30	0.225	0.25	0.20	0.175
2ième année — 2nd year.....	0.35	0.275	0.30	0.25	0.225
3ième année — 3rd year.....	0.40	0.32	0.35	0.30	0.275
4ième année — 4th year.....	0.45	0.375	0.40	0.35	0.325

*Mécaniciens en tuyauterie et ferblantiers-couvreurs —
Pipe mechanics and tinsmiths:*

1ère année — 1st year.....	0.20	0.20	0.20	0.20	0.15
2ième année — 2nd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20
3ième année — 3rd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.25
4ième année — 4th year.....	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30

Electriciens — Electricians:

1ère année — 1st year.....	0.20	0.20	0.20	0.20	0.15
2ième année — 2nd year.....	0.25	0.25	0.25	0.25	0.20
3ième année — 3rd year.....	0.30	0.30	0.30	0.30	0.25
4ième année — 4th year.....	0.35	0.35	0.35	0.35	0.30

h. Un apprenti qui a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur de l'arrêté ministériel ratifiant la présente convention, devra fournir au Comité conjoint un état dûment accompagné d'un affidavit du temps qu'il a servi chez un employeur; ces déclarations seront consignées dans le registre de l'apprentissage du Comité conjoint.

h. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the Order in Council approving the present agreement, he shall present to the Joint Committee a statement under oath of the period of time he has worked for an employer. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the Joint Committee.

i. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide, à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

i. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the present agreement.

j. L'employeur devra notifier immédiatement le Comité conjoint de l'entrée en apprentissage d'un employé.

j. The employer shall notify immediately the Joint Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

k. Le Comité conjoint aura le pouvoir de demander la preuve d'âge de l'apprenti.

k. The Joint Committee may request the proof of the age of the apprentice.

l. L'employeur s'efforcera d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

l. The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

OUVRIERS PRÉPOSÉS A L'ENTRETIEN

MAINTENANCE MEN

XIV. Les mots "ouvriers préposés à l'entretien" signifient et comprennent tout ouvrier qualifié (de métier) ou non-qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé à l'année exclusivement par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles; toutefois, pour les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, l'ouvrier préposé à l'entretien devra

XIV. The words "maintenance men" shall signify and comprise any skilled tradesman or unskilled workman of the building trades employed throughout the year exclusively by the same employer, and engaged upon the upkeep of building property. However, for the trades of electrician and pipe-mechanic, the maintenance man must always be holder of a license in con-

toujours être détenteur d'une licence conformément aux statuts qui régissent ces métiers. Toutefois, ne sera pas considérée comme travail d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

Toute personne payée à l'heure ou à forfait pour un ouvrage temporaire ne sera pas considérée comme salarié permanent.

XV. a. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvroirs auront droit aux salaires hebdomadaires suivants:

Métiers — Trades

	Compagnons — Journeymen	Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers
Zone I	\$ 20.00	15.40
Zone II	\$ 18.00	13.40
Zone III	\$ 18.00	13.40
Zone IV	\$ 17.30	11.45
Zone V	\$ 15.50	10.25

b. Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés les taux de salaires hebdomadaires minimum suivants:

Métiers — Trades:

	Compagnons—Journeymen	Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers
Zone I	\$ 22.00	17.60
Zone II	\$ 20.00	15.40
Zone III	\$ 20.00	15.40
Zone IV	\$ 18.75	14.40
Zone V	\$ 16.80	12.00

c. La durée maximum hebdomadaire de travail pour les hommes préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière de la durée du travail.

d. Tout travail supplémentaire exécuté par des hommes préposés à l'entretien sera rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la première liste de métiers ci-dessus mentionnées.

e. Les ouvriers préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins \$1,500. et qui, à cause de la nature de leur emploi sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par la présente exemptés des taux de salaires pour travail supplémentaire.

XVI. Il est expressément stipulé que les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente convention collective et seront régis en vertu des dispositions de la convention rendue obligatoire par l'arrêté ministériel N° 692, du 7 mai 1938, et ses amendements.

XVII. A compter de la date de la mise en vigueur du décret, le décret numéro 692, du 7 mai 1938, et ses amendements cessera d'être en vigueur; toutefois, ce rappel n'affecte aucunement les droits acquis par les ouvriers et les réclamations intentées par le Comité conjoint en vertu desdits décrets.

XVIII. Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars suivant. Il se renouvellera automatiquement à l'expiration de cette période de temps à moins que l'une des parties ait notifié l'autre de son intention de l'abroger le ou avant le 1er janvier de chaque année.

formity with the statutes governing such trades. No new construction, however, or reconstruction or reinstallation of any unit in any building shall be construed as maintenance work.

Any person paid by the hour or by the job for a temporary work shall not be deemed to be a permanent employee.

XV. a. Maintenance men employed in churches, chapels, or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, charity work-rooms (*ouvroirs*) shall be entitled to the following minimum weekly rates:

Salaires hebdomadaires — Weekly wages

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV	Zone V
Compagnons — Journeymen	\$ 20.00	\$ 18.00	\$ 18.00	\$ 17.30	\$ 15.50
Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers	15.40	13.40	13.40	11.45	10.25

b. Maintenance men employed in office or public buildings, apartment buildings or dwelling houses of any kind and in hotels, factories or manufacturing establishments and stores shall be entitled to the following minimum weekly rates:

Salaires hebdomadaires — Weekly wages

	Zone I	Zone II	Zone III	Zone IV	Zone V
Compagnons—Journeymen	\$ 22.00	\$ 20.00	\$ 20.00	\$ 18.75	\$ 16.80
Journaliers (ouvriers non qualifiés) — Labourers	17.60	15.40	15.40	14.40	12.00

c. The maximum weekly duration of labour in respect to maintenance men shall be forty-eight (48) per week without any daily limitation of the labour.

d. Overtime work performed by maintenance men shall be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular trade classification concerned as set forth in the list of trades first herein before described.

e. Maintenance men in receipt of a yearly salary not less than \$1,500. and who are required by the nature of their work to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of buildings or property, are hereby excluded from overtime of rates wages.

XVI. It is stipulated that building contracts given and signed before the adoption of the Order in Council approving the present request, are not subject to the provisions of the present Collective agreement and shall be governed by the provisions of the agreement made obligatory by Order in Council No. 692, of May 7, 1938, and its amendments.

XVII. From the date of the coming into force of the present decree, Order No. 692 of May 7th, 1938, and its amendments, shall cease to be in force; however this repeal does not affect in any way the rights acquired by the workmen and the claims of the Joint Committee under those decrees.

XVIII. The decree shall be in force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall so remain until the following 31st of March. It shall renew itself automatically at the expiration of this period of time, unless one of the parties gives the other a notice of its intention to repeal same, on or before the 1st of January of each year.

XIX. Le décret aura préséance sur toutes les ordonnances de la Commission du Salaire Minimum en ce qui concerne les travaux prévus à la juridiction industrielle telle que définie par l'article II et en ce qui concerne les ouvriers préposés à l'entretien tel que prévu par les articles XIV et XV.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin 1942. 1455-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, province de Québec, établi en exécution du décret numéro 2991, du 10 novembre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1401, du 11 juin 1942, le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1942 au 1er juillet 1943; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentages.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au minis-

XIX. The present decree shall have precedence over all other ordinance of the Minimum Wage Commission insofar as the works referred to in the industrial jurisdiction such as defined by section II and the maintenance men are concerned, such as described in sections XIV and XV.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 27, 1942. 1455-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 2991, of November 10, 1937, and amendments, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1401, of June 11, 1942, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Levy

The period of Levy shall extend from the 1st of November 1942 to the 1st of July 1943 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed and sent to the Parity Committee together with levies on or before that Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial opera-

tre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1942, 31 mars et 30 juin 1943.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons, province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1942 et le 1er juillet 1943.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS, PROVINCE DE QUÉBEC.

Revenus et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1942, et le 1er juillet 1943.

Espèces—Balance approximative au 30 juin, 1942.....	\$ 36,000.00
Obligations — Gouvernement fédéral, le 30 juin, 1942.....	10,000.00
	<u>\$ 46,000.00</u>

Revenus Probables:

Prélèvement (½ de 1%):	
Employeurs professionnels et salariés du 1er novembre 1942, au 30 juin 1943.....	\$ 39,000.00
Intérêt.....	86.00
Dommages liquidés....	750.00
	<u>\$ 39,836.00</u>

Montant total disponible pour dépenses probables.....\$ 85,836.00

Dépenses probables:

Administration.....	\$ 7,800.00
Secrétaire.....	2,210.00
Salaires des inspecteurs.....	18,460.00
Salaires du bureau (y compris le boni de Noël).....	16,176.00
Dépenses hebdomadaires des inspecteurs... 5 inspecteurs à \$5.00 par semaine	1,950.00
1 inspecteur à \$12.50 par semaine	
Dépenses de voyage en général, dépenses de voiture et réserve pour l'échange de la voiture (\$900.00)....	2,800.00

Frais d'assemblées:

Jetons de présence et frais de déplacement (21 membres).....	2,500.00
Loyer, taxes, assurance et électricité.....	1,684.00
Frais légaux (honoraires, etc).....	3,250.00
Déboursés de cour.....	100.00
Impressions.....	1,250.00
Frais d'audition.....	450.00
Dépenses pour enquêtes spéciales.....	500.00
Frais de poste.....	475.00
Papeterie et dépenses de bureau (y compris le service et la location de machines à additionner et à calculer).	1,120.00

tions to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1942, March 31st and June 30th, 1943.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Québec, for the period comprised between July 1st, 1942 and July 1st, 1943, is annexed hereto.

JOINT COMMITTEE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY, P. Q.

Estimated receipts and expenditures for the period of July 1st, 1942 to July 1st, 1943.

Cash — Approximate Balance as at June 30th, 1942.....	\$ 36,000.00
Bonds — Dominion Government Bonds as at June 30th, 1942.....	10,000.00
	<u>\$ 46,000.00</u>

Estimated revenue:

Levy (½ of 1%):	
Professional employers and employees Nov. 1, 1942 to June 30th, 1943.....	\$ 39,000.00
Interest.....	86.00
Liquidated Damages...	750.00
	<u>\$ 39,836.00</u>

Total amount available for estimated expenditures.....\$ 85,836.00

Estimated expenditures:

Administration.....	\$ 7,800.00
Secretary.....	2,210.00
Inspectors' Salaries....	18,460.00
Office Salaries (including Christmas Bonus).....	16,176.00
Inspectors' Weekly Expenses.....	1,950.00
5 inspectors at \$5.00 per week	
1 inspector at \$12.50 per week	
General travelling expenses, automobile expenses and provision for exchange of car (\$900.00).....	2,800.00

Meeting expenses:

Attendance fees and travelling expenses (21 members).....	2,500.00
Rent, taxes, Insurance and Light.....	1,684.00
Legal fees (Retainer and General).....	3,250.00
Legal expenses (court disbursements).....	100.00
Printing.....	1,250.00
Audit charges.....	450.00
Special investigation expenses.....	500.00
Postage.....	475.00
Stationery and office Expenses (including service and rental of adding & calculating machines).....	1,120.00

Meubles.....	200.00
Téléphone et télégraphie.....	550.00
Dépenses diverses (livres, abonnements et dons).....	300.00
Assurance chômage....	150.00
Réserve pour dépenses imprévues.....	1,500.00
Montant total des dépenses.....	\$ 63,425.00
Estimation des fonds disponibles au 30 juin 1943, en espèces:.....	\$ 12,411.00
en obligations:.....	10,000.00 22,411.00
	\$ 85,836.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 27 juin 1942. 1454-0

Furniture.....	200.00
Telephone & telegraph.....	550.00
Miscellaneous Expenses (Books, subscriptions to Periodicals and Donations).....	300.00
Unemployment Insurance.....	150.00
Provision for unforeseen expenses.....	1,500.00
Total amount of expenditures....	\$ 63,425.00
Estimate of Available Funds as at June 30, 1943 composed of cash:.....	\$ 12,411.00
Bonds:.....	10,000.00 22,411.00
	\$ 85,836.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 27, 1942. 1454-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 26

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2049

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2049

AVIS DIVERS:

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	2071
Jonquière, munic. scolaire du village.....	2069
Jonquière, ville de.....	2070
La Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des Cités et Villes de la province de Québec.....	2071
Lynn MacLeod Metallurgy Limited.....	2071
Royal Edward Laurentian Hospital.....	2071
Saint-Jean-Baptiste, municipalité de....	2070

BUREAUX-CHEF:

James Griffin & Son Limited.....	2072
Radiateur Somerset Limitée.....	2072

CHARTES—ABANDON DE:

A. Janin & Compagnie Limitée.....	2072
Novas Limitée.....	2072

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° 10-E-42A—Valleyfield...	2073
---------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Dorion, munic. scolaire du village.....	2072
Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles.....	2073
Rivière-Héva, munic. scolaire.....	2073
St-Roch-de-Bellecombe, munic. scolaire..	2073

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit.....	2077
Arthabaska: examen oral.....	2077
Montréal: étude du droit.....	2075
Montréal: pratique du droit.....	2074
Montréal: pratique du droit.....	2075

MISCELLANEOUS NOTICES:

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses.....	2071
Jonquière, school munic. of the village..	2069
Jonquière, town of.....	2070
La Fédération des Instituteurs et des Institutrices Catholiques des Cités et Villes de la province de Québec.....	2071
Lynn MacLeod Metallurgy Limited.....	2071
Royal Edward Laurentian Hospital.....	2071
Saint-Jean-Baptiste, municipality of....	2070

CHIEF-OFFICES:

James Griffin & Son Limited.....	2072
Somerset Radiator Limited.....	2072

CHARTERS—SURRENDER OF:

A. Janin & Company Limited.....	2072
Novas Limitée.....	2072

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. 10-E-42A—Valleyfield.....	2073
-------------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Dorion, school munic. of the village.....	2072
Examination of candidates for the position of Inspector of Schools.....	2073
Rivière-Héva, school munic.....	2073
St-Roch-de-Bellecombe, school munic...	2073

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: study of the law.....	2077
Arthabaska: oral examination.....	2077
Montreal: study of the law.....	2075
Montreal: practice of the law.....	2074
Montreal: practice of the law.....	2075

Québec: étude du droit.....	2076
Québec: étude du droit.....	2076
Québec: examen oral.....	2075
Québec: examen oral.....	2076
Québec: pratique du droit.....	2076
Québec: pratique du droit.....	2077
Richelieu: étude du droit.....	2078
Richelieu: pratique du droit.....	2077
Trois-Rivières: étude du droit.....	2078
Trois-Rivières: pratique du droit.....	2078

Quebec: study of the law.....	2076
Quebec: study of the law.....	2076
Quebec: oral examination.....	2075
Quebec: oral examination.....	2076
Quebec: practice of the law.....	2076
Quebec: practice of the law.....	2077
Richelieu: study of the law.....	2078
Richelieu: practice of the law.....	2077
Trois-Rivières: study of the law.....	2078
Trois-Rivières: practice of the law.....	2078

LETTRES PATENTES:

Canadian Watch Strap Company....	2050
Champlain Express Incorporated.....	2051
Dominion Engineering Works Shop Welfare Association.....	2051
Fabrics Limited.....	2052
Fineberg Limited.....	2052
G. & M. Tubing Co. Ltd.....	2053
H. C. Parker Ltd.....	2053
J. Oscar Létourneau Inc.....	2053
L'Association des Marchands de Viandes en Gros du District de Montréal Inc....	2054
Léo Samuels Inc.....	2055
Maison Lafayette Inc.....	2055
M. Milloy & Sons Limited.....	2056
Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated....	2056
Northern Cartage Ltd.....	2056
(People of Hozeroof Congregation)—Anshei Hozeroof Congregation.....	2057
Planet Shoe Limited—La Chaussure Planet, Limitée.....	2057
Power Glove Company Limited.....	2058
Radio Programme Producers Limited....	2058
Val d'Or Bridge Club Inc.....	2059

LETTERS PATENT:

Canadian Watch Strap Company....	2050
Champlain Express Incorporated.....	2051
Dominion Engineering Works Shop Welfare Association.....	2051
Fabrics Limited.....	2052
Fineberg Limited.....	2052
G. & M. Tubing Co. Ltd.....	2053
H. C. Parker Ltd.....	2053
J. Oscar Létourneau Inc.....	2053
L'Association des Marchands de Viandes en Gros du District de Montréal Inc....	2054
Léo Samuels Inc.....	2055
Maison Lafayette Inc.....	2055
M. Milloy & Sons Limited.....	2056
Montreal Association of Ritual Fowl and Poultry Slaughterers Incorporated....	2056
Northern Cartage Ltd.....	2056
(People of Hozeroof Congregation)—Anshei Hozeroof Congregation.....	2057
Planet Shoe Limited—La Chaussure Planet, Limitée.....	2057
Power Glove Company Limited.....	2058
Radio Programme Producers Limited....	2058
Val d'Or Bridge Club Inc.....	2059

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Rentals Building Corporation.....	2059
-----------------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Rentals Building Corporation.....	2059
-----------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Eléuthère.....	2079
Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-de-Roxton-Falls.....	2078

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Eléuthère.....	2079
Société Coopérative Agricole de St-Jean-Baptiste-de-Roxton-Falls.....	2078

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Industrie de la confection pour hommes et garçons.....	2085
Industrie des vêtements d'hommes et de garçons pour la province de Québec....	2097
L'Association des constructeurs des cantons de l'Est.....	2088
Matériaux de construction.....	2084
Métiers de la construction de Hull.....	2087
Métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.....	2086

DEPARTMENT OF LABOUR:

Men's and boys' clothing industry.....	2085
Men's and boys' clothing industry for the Province of Quebec.....	2097
L'Association des constructeurs des cantons de l'Est.....	2088
Building materials.....	2084
Building trades of Hull.....	2087
Building trades of the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.....	2086

MINUTES DE NOTAIRES:

Nault, Joseph-Hector.....	2079
---------------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Nault, Joseph-Hector.....	2079
---------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Nord, ville de.....	2063
Montréal-Ouest, ville de.....	2067
Pointe-aux-Trembles, ville de.....	2060
St-Camille-de-Lellis, paroisse de.....	2061
St-Michel, ville de.....	2066
Trois-Rivières, cité de.....	2063
Val d'Or, commission scolaire catholique de la ville de.....	2067
Val d'Or, municipalité scolaire protestante.....	2068

SALES FOR TAXES:

Montreal-North, town of.....	2063
Montreal-West, town of.....	2067
Pointe-aux-Trembles, town of.....	2060
St-Camille-de-Lellis, parish of.....	2061
St-Michel, town of.....	2066
Trois-Rivières, city of.....	2063
Val d'Or, Catholic School Commission of the town of.....	2067
Val d'Or, Protestant School Municipality	2068

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Arthabaska:

International Fertilizer Limited vs Val-
lières..... 2079

Joliette:

La Commission des Accidents du Travail
de Québec vs Hébert *et al.*..... 2080

Montcalm:

Pilon *et vir* vs Fleurent..... 2080

Québec:

Cité de Québec vs Beaulieu..... 2081
Cité de Québec vs Côté *et vir*..... 2081
Cité de Québec vs Després..... 2082
Cité de Québec vs Langevin..... 2082

Rimouski:

Dionne vs Levesque..... 2082

Terrebonne:

Beaudoin vs Héritiers Dame Sophie Mar-
cus..... 2083

Trois-Rivières:

Houle vs Guillemette..... 2083

1462-o

SHERIFFS' SALES:

Arthabaska:

International Fertilizer Limited vs Val-
lières..... 2079

Joliette:

The Quebec Workmen's Compensation
Commission vs Hébert *et al.*..... 2080

Montcalm:

Pilon *et vir* vs Fleurent..... 2080

Québec:

City of Quebec vs Beaulieu..... 2081
City of Quebec vs Côté *et vir*..... 2081
City of Quebec vs Després..... 2082
City of Quebec vs Langevin..... 2082

Rimouski:

Dionne vs Levesque..... 2082

Terrebonne:

Beaudoin vs Heirs of Dame Sophie Mar-
cus..... 2083

Trois-Rivières:

Houle vs Guillemette..... 2083

1462-o

